

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 79 (1961)
Heft: 184

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Redaktion und Administration: Effingerstrasse 3 in Bern. — Telefon Nummer (031) 218 60
Im Inland kann nur durch die Post abonniert werden. Abonnementspreise: Schweiz: jährlich Fr. 27.50, halbjährlich Fr. 15.50, vierteljährlich Fr. 8.—, zwei Monate Fr. 5.50, ein Monat Fr. 3.50; Ausland: jährlich Fr. 40.—, — Preis der Einzelnummer 25 Rp. (plus Porto). — Annoncen-Regie: Publicitas AG. — Inserionspreis: 22 Rp. die einspaltige Millimeterzeile oder deren Raum; Ausland 30 Rp. — Jahresabonnementspreis für die Monatschrift „Die Volkswirtschaft“: Fr. 10.50.

Rédaction et administration: Effingerstrasse 3 à Berne. — Téléphone numéro (031) 218 60
En Suisse, les abonnements ne peuvent être pris qu'à la poste. Prix d'abonnement: Suisse: un an 27 fr. 50; un semestre 15 fr. 50; un trimestre 8.— fr.; deux mois 5.50 fr.; un mois 3.50 fr.; étranger: fr. 40.— par an — Prix du numéro 25 cl. (port en sus). — Régie des annonces: Publicitas SA. — Tarif d'insertion: 22 cl. la ligne de colonne d'un mm ou son espace; étranger: 30 cl. — Prix d'abonnement annuel à la revue mensuelle „La Vie économique“: 10 fr. 50.

Inhalt — Sommaire — Sommario

Amtlicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale

Konkurse und Nachlassverträge. — Faillites et concordats. — Fallimenti e concordati.
Handelsregister. — Registre du commerce. — Registro di commercio.
Bilanzen. Bilanci.

Mitteilungen — Communications — Comunicazioni

Les dispositions en matière de commerce extérieur des pays de l'Amérique latine: Pérou, République Dominicaine, El Salvador, Uruguay, Venezuela.
Situationsbericht der Schweizerischen Gemise-Union (Mitteilung). — Rapport de l'Union suisse du légume (communiqué).
Prorogation de l'accord commercial conclu entre la Suisse et la République tunisienne.
Irland: Einfuhrzoll für Uhren. — Irlande: Droits d'entrée applicables aux montres.
Diplomatische Vertretungen. — Représentations diplomatiques.
Ausland-Postüberweisungsdienst. — Service international des virements postaux.

Amtlicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale

Konkurse — Faillites — Fallimenti

Die Konkurse und Nachlassverträge werden am Mittwoch und am Samstag veröffentlicht. Die Aufträge müssen Mittwoch 8 Uhr, bzw. Freitag 12 Uhr, beim Schweiz. Handelsamtsblatt, Effingerstrasse 3, Bern, eintreffen.

Les faillites et les concordats sont publiés chaque mercredi et samedi. Les ordres doivent parvenir à la Feuille officielle suisse du commerce, Effingerstr. 3, à Berne, à 8 heures le mercredi et à midi le vendredi, au plus tard.

Ouvertures de faillites

(L.P. 231, 232; O.T. féd. du 23 avril 1920, art. 29, II et III, 123)

Les créanciers du failli et tous ceux qui ont des revendications à exercer sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique. L'ouverture de la faillite arrêtée, à l'égard du failli, le cours des intérêts de toute créance non garantie par gage (L.P. 209).

Les titulaires des créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour quelle date.

Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans inscription aux registres publics et non encore inscrites, sont invités à produire leurs droits à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de preuve qu'ils possèdent, en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui n'auront pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le Code civil également, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.

Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai fixé pour les productions.

Ceux qui détiennent des biens du failli, en qualité de créanciers gagistes ou à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office dans le délai fixé pour les productions, tous droits réservés, faute de quoi ils encourront les peines prévues par la loi et seront déchu de leur droit de préférence, en cas d'omission inexcusable.

Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai.

Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

Ct. du Valais Office des faillites, Martigny (948)

Faillie: Carrière Boraley & Cie, Société en commandite, Saillon.
Propriétaire d'immeubles sis sur terre de Saillon.
Date de l'ouverture de la faillite: 26 juillet 1961.
Première assemblée des créanciers: lundi 21 août 1961, à 14 heures 30, en la salle du Tribunal à Martigny-Ville (Hôtel de Ville).
Délai pour les productions: 9 septembre 1961.

Ct. du Valais Office des faillites, Sierre (955)

Failli: Dubuis Narcisse, de Joseph, représentant, à Granges.
Date du prononcé: 28 juillet 1961.
Liquidation sommaire.
Délai pour les productions: 20 jours.

Sospensione della procedura

(L. E. F. 230.)

Ct. Ticino Ufficio dei fallimenti, Mendrisio (944)

Liquidazione N° 3/1961.
Fallita: Finanziaria Trasporti S.A., Chiasso.
Data del decreto di apertura: 11 luglio 1961.
Data del decreto di sospensione del pretore di Mendrisio: 31 luglio 1961.

Nota bene: La procedura sarà ritenuta definitivamente chiusa, per mancanza di attivo, ove alcuno dei creditori non abbia a chiedere a questo ufficio la prosecuzione con la procedura sommaria anticipandone Fr. 500.—, o con la procedura ordinaria anticipandone Fr. 800.—. Il tutto entro i 10 giorni da questa pubblicazione sui fogli di rito.

Ct. Ticino Ufficio di Vallemaggia, Cevio (957)

Fallimento N° 1/1961.

Faillito: Brusorio Luigi, Someo.

Data del decreto di apertura della pretura di Vallemaggia: 3 luglio 1961.

Data del decreto di sospensione: 8 agosto 1961.

La procedura di liquidazione sarà ritenuta definitivamente chiusa qualora nessun ereditore ne chiederà la continuazione entro dieci giorni dalla presente pubblicazione anticipando 600 fr. a garanzia delle spese.

L'ufficio si riserva la facoltà di chiedere il pagamento delle spese che sorpassassero l'importo di 600 fr. (RU 64. III. 38).

Kollokationsplan — Etat de collocation

(SchKG. 249—251)

(L.P. 249—251)

Der ursprüngliche oder abgeänderte Kollokationsplan erwächst in Rechtskraft, falls er nicht binnen zehn Tagen vor dem Konkursgericht angefochten wird.

L'état de collocation, original ou rectifié, passe en force, s'il n'est attaqué dans les dix jours par une action intentée devant le juge qui a prononcé la faillite.

Kt. St. Gallen Konkursamt Gossau (952)

Inventar und Kollokationsplan

(Art. 249—251 SchKG)

Das Inventar und der Kollokationsplan im nachbezeichneten Konkurs liegen auf beim Konkursamt Gossau (SG).

Gemeinschuldner: Rüsch Werner, St. Gallenstrasse 114, Gossau.

Auflage- und Anfechtungsfrist: vom 14. bis 25. August 1961.

Ct. de Vaud Office des faillites, Lausanne (945)

Failli: Garry Charles, épicerie, chemin du Grey 19, Lausanne.

Date du dépôt: le 9 août 1961.

Délai pour intenter action en opposition et demander la cession des droits de la masse, art. 49, ord. de 1911: le 19 août 1961; sinon, l'état de collocation sera considéré comme accepté.

L'inventaire est aussi déposé, art. 32, § 2 de l'ord. de 1911.

Ct. de Neuchâtel Office des faillites, Boudry (949)

Failli: Matthey Jean, de 1914, originaire du Loele et La Brévine, horlogerie, autrefois à Bubendorf, actuellement à Cormondrée (NE).

L'état de collocation des créanciers est déposé à l'office précité où il peut être consulté.

Les actions en contestation doivent être introduites dans les dix jours à compter du 9 août 1961; sinon le dit état sera considéré comme étant accepté.

Sont également déposés, l'inventaire contenant les objets de stricte nécessité et la liste des revendications. Les recours et demandes de cession éventuels doivent être déposés dans le même délai de dix jours (art. 32 et 49 de l'OTF du 13 juillet 1911).

Schluss des Konkursverfahrens — Clôture de la faillite

(SchKG. 268)

(L.P. 268)

Kt. St. Gallen Konkursamt See, Rapperswil (956)

Das Verfahren in nachbezeichneten Konkursen ist durch Verfügung des Konkursrichters vom 4. August 1961 geschlossen worden:

1. Gadarian & Co., Kommandit-Gesellschaft, Papierwaren en gros und Briefmarkenhandel, Busskireh-Jona;
2. Gadarian Berdj, Kaufmann, Busskireh-Jona.

Konkursstelgerungen — Vente aux enchères publiques après faillite

(SchKG. 257—259)

(L.P. 257—259)

Kt. Thurgau Betreibungsamt Uttwil (953)

im Auftrag des Konkursamtes Arbon

Schuldnerin: Kredit- & Verwaltungsbank Zug, Aktiengesellschaft, Zug.
Liegenschaft: Parzelle N° 59, Kat. Nr. 2356 III: 32.79 Aren Gebäudegrundfläche, Hof und Garten in Uttwil (TG), mit Wohnhaus (3 Wohnungen) «Zur Blumenau» Nr. 41, brandversichert für Fr. 105 000.— und Magazin Nr. 42, brandversichert für Fr. 18 000.—.

Konkursamtliche Schätzung: Fr. 118 000.—.

Steigerungstag: Freitag, den 15. September 1961, 15.20 Uhr.

Steigerungsort: Restaurant «Bären», Uttwil.

Vor dem Zuschlag ist eine Anzahlung von Fr. 5000.— zu leisten.

Die Steigerungsbedingungen und das Lastenverzeichnis liegen vom 2. bis 11. September 1961 auf dem Bureau des Betreibungsamtes Uttwil in Kesswil zur Einsicht auf.

Es findet nur eine Steigerung statt.

Kesswil, den 4. August 1961.

Für das Konkursamt Arbon:

Betreibungsamt Uttwil.

Ct. de Vaud

Office des faillites, Lausanne

(950)

Vente d'immeuble

Habitation et magasin en plein centre de Lausanne

Le mardi 26 septembre 1961, à 16 heures, au Palais de Justice de Montbenon, entrée est, il sera procédé à la vente aux enchères publiques de l'immeuble appartenant à la masse en faillite de la S. I. rue St-Laurent 27 S.A., à Lausanne, à savoir:

Rue St-Laurent 27, habitation et magasin, d'une superficie de 72 m².

Valeur assurance-incendie à l'indice 220 = Fr. 126 500.—.

Estimation fiscale Fr. 310 000.—.

Taxe de l'office Fr. 350 000.—.

Revenu locatif actuel Fr. 16 500.—.

Pour visiter et tous renseignements, s'adresser à l'Office des faillites, rue Caroline 2.

Lausanne, le 4 août 1961.

Le déposé aux faillites:

Max Luisier.

Nachlassverträge — Concordats — Concordat

Nachlassstundung und Aufruf zur Forderungselgabe

(SchKG 295, 296, 300.)

Sursis concordataire et appel aux créanciers

(L. P. 295, 296, 300.)

Den nachbenannten Schuldner ist eine Nachlassstundung bewilligt worden.

Die Gläubiger werden aufgefordert, ihre Forderungen innert der Eingabefrist beim Sachwalter einzugeben, unter der Androhung, dass sie im Unterlassungsfalle bei den Verhandlungen über den Nachlassvertrag nicht stimmberechtigt wären.

Les débiteurs ci-après ont obtenu un sursis concordataire.

Les créanciers sont invités à produire leurs créances auprès du commissaire dans le délai fixé pour les productions, sous peine d'être exclus des délibérations relatives au concordat.

Kt. St. Gallen

Konkurskreis Neutoggenburg

(954)

Schuldner: Stahel Ruedi, Spenglerci, Lichtensteig.

Datum der Stundungsbewilligung: 3. August 1961.

Dauer der Stundung: 4 Monate.

Sachwalter: Franz Good, Konkursbeamter, Lichtensteig.

Eingabefrist: Donnerstag, den 31. August 1961.

Gläubigerversammlung: Donnerstag, den 26. Oktober 1961, um 14 Uhr, im Restaurant «Rathaus», Lichtensteig.

Aktenaufgabe: während 10 Tagen vor der Gläubigerversammlung im Bureau des Sachwalters.

Widerruf der Nachlassstundung — Révocation du sursis concordataire

(SchKG 298, 309.)

(L. P. 298, 309.)

Kt. Solothurn

Richteramt Solothurn-Lebern, Solothurn

(951)

Die dem Meyer Fritz, Uhrenfabrik Effem, Solothurn, unterm 2. Juni 1961 bewilligte Erstreckung der Nachlassstundung um 2 Monate ist, zufolge dem Rückzug des Stundungsbegehrens und der Insolvenz-Erklärung des Schuldners, widerrufen.

Solothurn, den 3. August 1961.

Der Gerichtspräsident von

Solothurn-Lebern: Dr. Odermatt.

Nachlassstundungsgesuch — Demande de sursis concordataire

(SchKG 293.)

(L. P. 293.)

Ct. de Berne

Tribunal I, Bienne

(947)

Le président du Tribunal I de Bienne statuera en son audience du mercredi 23 août 1961, à 9 heures 30, en l'Hôtel de la Préfecture, rue de l'Hôpital 14, à Bienne, sur la demande de sursis concordataire présentée par

Hofer-Gerber Roger,

exploitation d'une culture de champignons, Zionsweg 41, Bienne.

Les créanciers intéressés peuvent se présenter à cette audience pour y faire valoir leurs moyens d'opposition.

Bienne, le 3 août 1961.

Le président du Tribunal I
comme autorité de première instance
en matière de concordat: Auroi.

Verschiedenes — Divers — Varia

Ct. de Vaud

Tribunal cantonal

(946)

Cour des poursuites et faillites, Lausanne

Recours contre rejet de demande de sursis concordataire et prononcé de faillite

Les créanciers de Stévenin Baptiste, Conservés du Léman, à Morges, sont informés que la Cour des poursuites et faillites du Tribunal cantonal, siégeant au Palais de Justice de Montbenon, à Lausanne, statuera en audience publique le mercredi 30 août 1961, à 9 heures, sur le recours exercé par Baptiste Stévenin contre le prononcé rendu le 19 juillet 1961 par le président du Tribunal du district de Morges, rejetant la demande de sursis concordataire présentée par le recourant et prononçant sa faillite.

Un délai au 17 août 1961 est fixé aux créanciers pour faire valoir leurs moyens par mémoire et, le cas échéant, pour produire des pièces nouvelles et requérir éventuellement de nouvelles mesures d'instruction. Les mémoires doivent être produits en deux exemplaires au greffe du Tribunal cantonal (Cour des poursuites et faillites). Le mémoire produit hors délai ne sera pas versé au dossier.

Le dossier peut être consulté audit greffe par les intéressés.

Lausanne, le 1^{er} août 1961.

Le président
de la Cour des poursuites et faillites:
Châtenay.

Handelsregister - Registre du commerce - Registro di commercio

Kantone/Cantons/Cantoni:

Zürich, Bern, Luzern, Obwalden, Glarus, Zug, Fribourg, Solothurn, Basel-Stadt, Basel-Landschaft, Schaffhausen, St. Gallen, Graubünden, Aargau, Ticino, Vaud, Valais, Neuchâtel, Genève.

Zürich - Zurich - Zurigo

2. August 1961. Fenster.

Jacob Kiefers Erben, in Zürich 2, Kollektivgesellschaft (SHAB. Nr. 177 vom 1. August 1961, Seite 2245), Fensterfabrik. Albert Bühler und Jakob Tobler führen nicht mehr Kollektivunterschrift, sondern Kollektivprokura zu zweien.

2. August 1961. Feilen, Fräsen, Werkzeuge, Maschinen.

R. Schwarz & Co. AG., in Winterthur. Unter dieser Firma besteht auf Grund der Statuten vom 12. Juli 1961 eine Aktiengesellschaft. Sie bezweckt die Fabrikation von sowie den Handel mit Feilen, Metallsägen, Metallfräsen, Werkzeugen und Maschinen aller Art sowie den An- und Verkauf von Grundstücken, die mit ihrem Zwecke im Zusammenhang stehen. Das Grundkapital beträgt Fr. 500 000, ist eingeteilt in 1000 Inhaberaktien zu Fr. 500 und ist voll einbezahlt. Die Gesellschaft übernimmt das Geschäft der Kommanditgesellschaft «R. Schwarz & Co.», in Winterthur, mit denjenigen Aktiven und Passiven, die in der Bilanz per 30. Juni 1961 enthalten sind, nämlich Aktiven im Betrage von Fr. 1 757 945.32, darin eingeschlossen Fr. 90 000 Goodwill, und Passiven im Betrage von Fr. 115 000, zum Preise von Fr. 1 642 945.32. Andere als die erwähnten Aktiven und Passiven übernimmt die Gesellschaft nicht. Publikationsorgan ist das Schweizerische Handelsamtsblatt. Die Mitteilungen an die Aktionäre erfolgen durch Veröffentlichung im Publikationsorgan oder durch eingeschriebenen Brief. Der Verwaltungsrat besteht aus einem bis sieben Mitgliedern. Ihm gehören an: Edouard Petitpierre, von Couvet (Neuenburg), in Lausanne, als Präsident, Gustave-Emile Chapuis, von Romanel-sur-Lausanne, in Vallorbe, als Delegierter, diese beiden mit Kollektivunterschrift zu zweien, sowie, ohne Zeichnungsbefugnis, Ernest Dubois, von Buttes (Neuenburg), in Lausanne, Paul Nerfin, von Founex (Waadt), in Lausanne, Jules Grandjean, von und in Juriens (Waadt), Robert Schwarz, von und in Winterthur, und Enrico Leuthold, von Oberrieden, in Mailand, als weitere Mitglieder. Kollektivprokura zu zweien ist erteilt an Dr. Joseph Hurni, von Schüpfheim, in Vallorbe, Charles Montferrini, italienischer Staatsangehöriger, in Vallorbe, Richard Graf, von Zürich, in Vallorbe, Paul Wagner, von Weisslingen, in Grossandelfingen, und Werner Altenburger, von Pfyn (Thurgau); in Nussbaumen (Thurgau). Geschäftsdomizil: Hegistrasse 35 in Winterthur 2.

2. August 1961. Liegenschaften, Verwaltungen usw.

Solidago A.G., bisher in Basel (SHAB. Nr. 295 vom 18. Dezember 1959, Seite 3502). Die Generalversammlung vom 21. Juli 1961 hat die Statuten, welche ursprünglich vom 23. Mai 1955 datieren, geändert. Sitz der Gesellschaft ist Zürich. Die Gesellschaft bezweckt die Verwaltung von Vermögenswerten, den Erwerb, den Verkauf, die Ueberbauung und die Verwaltung von Liegenschaften, die Finanzierung von Unternehmungen sowie die Beteiligung an Unternehmungen ähnlicher Art. Das Grundkapital beträgt Fr. 300 000, ist eingeteilt in 300 Inhaberaktien zu Fr. 1000 und ist voll einbezahlt. Die Gesellschaft tat bei ihrer Errichtung die Absicht kund, einen Teil einer Liegenschaft in Basel zum Preise von Fr. 484 250 zu erwerben und für bisherige Planungsauslagen eine Globalabfindung von Fr. 50 000 auszurichten, alles gemäss näherer Umschreibung in den Statuten. Publikationsorgan ist das Schweizerische Handelsamtsblatt. Der Verwaltungsrat besteht aus einem oder mehreren Mitgliedern. Werner Fuchs ist aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden. Seine Unterschrift ist erloschen. Neu sind in den Verwaltungsrat gewählt worden und führen Kollektivunterschrift zu zweien Gottlieb Brugger, von Zürich; in Birmensdorf, als Präsident, sowie Walter Böniger, von und in Zürich, und Erich Fuchs, von Brien (Bern), in Bassersdorf, als weitere Mitglieder. Die Prokuren von Gottlieb Brugger und Walter Böniger sind erloschen. Geschäftsdomizil: Bahnhofstrasse 102 in Zürich 1.

2. August 1961. Chemische Produkte, Bodenpflegemittel usw.

Kinessa GmbH, in Zürich. Unter dieser Firma besteht auf Grund der Statuten vom 27. Juni und 10. Juli 1961 eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung. Sie bezweckt die Herstellung und den Vertrieb von chemischen Produkten, namentlich der Bodenpflegemittel Kinessa, im In- und Ausland. Das Stammkapital beträgt Fr. 40 000. Gesellschafter sind Dr. Lothar Dessauer mit einer Stammeinlage von Fr. 30 000 und Dr. Werner Dessauer mit einer Stammeinlage von Fr. 10 000, beide von Eggersriet (St. Gallen), in Zollikon. Publikationsorgan ist das Schweizerische Handelsamtsblatt. Die Mitteilungen an die Gesellschafter erfolgen durch eingeschriebenen Brief. Geschäftsführer mit Einzelunterschrift sind die beiden Gesellschafter. Geschäftsdomizil: Beethovenstrasse 1 in Zürich 2.

2. August 1961. Tea-room.

A. Jans & Co., in Zürich 1. Unter dieser Firma sind Angelina Jans, von Bäretswil (Zürich), in Zürich 3, als unbeschränkt haftende Gesellschafterin, und Friedrich Schindler, von Egg (Zürich) und Basel, in Zürich, als Kommanditär mit einer Kommanditsumme von Fr. 5000 eine Kommanditgesellschaft eingegangen, welche am 1. August 1961 ihren Anfang nahm. Einzelprokura ist erteilt an den Kommanditär Friedrich Schindler. Betrieb des Tea-Rooms Hawaii. Rindermarkt 13.

2. August 1961.

Schindler-Aufzug- und Uto-Kran-Fabrik A.G. (Fabrique d'Ascenseurs Schindler et de Ponts roulants Uto S.A.) (Schindler Lifts and Uto Cranes Mfg Co. Ltd.), in Zürich 9 (SHAB. Nr. 120 vom 26. Mai 1961, Seite 1490). Zum Vizedirektor mit Kollektivunterschrift ist ernannt worden Bruno Sidler, von Dübendorf, in Langnau a. A.; er zeichnet entweder mit einem Mitglied des Verwaltungsrates oder mit einem Direktor dagegen nicht auch mit einem stellvertretenden Direktor oder mit einem andern Vizedirektor oder mit einem Prokuristen.

2. August 1961.

Winkler & Co. A.G., Versicherungen, in Zürich 2 (SHAB. Nr. 117 vom 20. Mai 1960, Seite 1527). Kollektivprokura ist erteilt an Jakob Guntersweiler, von Zürich, in Dietikon; er und der bereits eingetragene Prokurist Karl Hüni zeichnen ausschliesslich je mit einem der eingetragenen Unterschriftsberechtigten; die Prokuristen zeichnen also nicht auch unter sich.

2. August 1961. Waren aller Art.

Symwaco A.G., in Zürich 1 (SHAB. Nr. 117 vom 23. Mai 1961, Seite 1450), Handel mit Waren aller Art, insbesondere im Ausland, usw. Zum Direktor mit Einzelunterschrift ist ernannt worden Pierre Benoit Buisson, französischer Staatsangehöriger, in Zürich.

2. August 1961.

Sparkasse Männedorf, in Männedorf, Genossenschaft (SHAB. Nr. 177 vom 1. August 1958, Seite 2093). Die Generalversammlungen vom 2. April 1949, vom 27. April 1957 und vom 29. April 1961 haben die Statuten abgeändert. Die eintragungsbedürftigen Tatsachen werden dadurch nicht berührt. Ernst Wirz und Jean Wild-Hasler sind aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden; ihre Unterschriften sind erloschen. Albert Leemann, bisher Vizepräsident, ist jetzt Präsident, und Wilhelm Häckel, von und in Männedorf, bisher Beisitzer, ist jetzt Aktuar des Verwaltungsrates. Neu wurden in den Verwaltungsrat Max Lehner, von Männedorf und Gränichen, in Männedorf, als Vizepräsident gewählt. Der Präsident oder der Vizepräsident führt mit dem Aktuar Kollektivunterschrift.

2. August 1961.

Verband Buttergrosshandel (V.B.G.), in Horgen Genossenschaft (SHAB. Nr. 198 vom 26. August 1954, Seite 2189). Die Generalversammlung vom 5. Juli 1961 hat die Statuten abgeändert. Die Firma lautet Verband Buttergrosshandel. Die Verwaltung besteht aus mindestens drei Mitgliedern. Heinrich Stünzi ist nicht mehr Präsident der Verwaltung, bleibt aber Mitglied derselben und Geschäftsführer; er führt weiter Einzelunterschrift. Dr. Werner Hitz, Mitglied der Verwaltung, ist nun Präsident derselben; er führt weiter Kollektivunterschrift zu zweien.

2. August 1961.

Schweizerischer Bürofach-Verband (Association suisse de l'organisation de bureaux), in Zürich 1, Verein (SHAB. Nr. 143 vom 22. Juni 1960, Seite 1851). Die Generalversammlung vom 21. Mai 1959 hat neue Statuten genehmigt und die Generalversammlung vom 23. November 1960 hat diese Statuten abgeändert. Zweck des Vereins ist die Förderung des Bürofachs sowie der Kollegialität seiner Mitglieder. Zudem wahrt der Verein die beruflichen und wirtschaftlichen Interessen der Branche. Hierzu dienen insbesondere: a) Förderung der Berufsausbildung, b) Durchführung von Fachaussstellungen sowie Beteiligung an solchen, c) gemeinsame Behandlung von Werbefragen, d) Bekämpfung des unlauteren Wettbewerbes, e) Behandlung von Personalfragen. Organe sind die Generalversammlung, der Vorstand von sieben Mitgliedern, die Rechnungsrevisoren und das Schiedsgericht. Die Unterschrift von Werner Dangel ist erloschen. Neu führt Kollektivunterschrift zu zweien René Richardet, von Combremont-le-Petit (Waadt), in Zürich, Vizepräsident des Vorstandes.

2. August 1961.

Pneu-Stössel & Co., in Zürich 3, Kommanditgesellschaft (SHAB. Nr. 63 vom 15. März 1956, Seite 689). Neugummiierung von Fahrzeugreifen usw. Einzelprokura ist erteilt an Romano Citrini, von Sulgen (Thurgau), in Zürich. Neues Geschäftsdomizil: Köchlistrasse 32 in Zürich 4.

2. August 1961. Modes.

Chapeaux Catherine, Bereiter & Gretler, in Zürich 1, Kollektivgesellschaft (SHAB. Nr. 227 vom 27. September 1944, Seite 2146). Modes. Diese Gesellschaft hat sich aufgelöst. Die Liquidation ist durchgeführt. Die Firma ist erloschen.

2. August 1961. Damenhüte.

Chapeaux Catherine, Koller & Imholz, in Zürich. Unter dieser Firma sind Margaretha Koller, von Alt St. Johann, in Zürich 8, und Helena Imholz, von Kirchberg (St. Gallen), in Zürich 6, eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche am 1. August 1961 ihren Anfang nahm. Die beiden Gesellschafterinnen führen Kollektivunterschrift. Anfertigung und Verkauf von Damenhüten. Rennweg 1.

2. August 1961. Gipserei.

Gmür & Eisenegger, in Winterthur 1. Unter dieser Firma sind Alfred Gmür, von Almden, in Winterthur 1, und Anton Eisenegger, von Maischausen-Guntershausen (Thurgau), in Winterthur 1, eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche am 27. März 1961 ihren Anfang genommen hat. Gipsergeschäft. Schlossstasse 2.

2. August 1961. Apparate.

H. Wohlroth & Co., in Zürich 5, Kollektivgesellschaft (SHAB. Nr. 138 vom 17. Juni 1947, Seite 1638). Gasmessfabrik und Apparatebau. Kollektivprokura zu zweien ist erteilt an Hans Aeschbacher, von Eggwil (Bern), in Küssnacht (Zürich), und Kurt Bucher, von Arbon (Thurgau), in Bassersdorf.

2. August 1961. Futtermittel, Nährsalz.

Emil Keller, in Hedingen. Inhaber dieser Firma ist Emil Keller, von Appenzel und Utikon a. A., in Hedingen. Einzelunterschrift ist erteilt an Agnes Keller-Gisler, von Appenzel und Utikon a. A., in Hedingen. Handel mit Futtermitteln und Nährsalzen. Kreuzrain 240.

2. August 1961. Instrumente, Apparate.

Elmat A.G., in Zürich 6 (SHAB. Nr. 266 vom 12. November 1956, Seite 2849). Herstellung und Vertrieb von elektro-technischen Instrumenten, Apparaten und Anlagen aller Art usw. Diese Gesellschaft hat sich tatsächlich aufgelöst. Das Vermögen ist nach Angabe der Beteiligten liquidiert. (Eintragung entsprechend der Verfügung der Aufsichtsbehörde vom 22. Juni 1961.) Die Löschung der Firma kann mangels Zustimmung der Wehrsteuerverwaltung des Kantons Zürich noch nicht erfolgen.

2. August 1961. Milch.

Fr. Strasser, in Zürich (SHAB. Nr. 92 vom 21. April 1950, Seite 1030). Milchhandlung. Diese Firma ist infolge Verkaufs des Geschäftes erloschen.

2. August 1961. Beteiligungen.

Almond Aktiengesellschaft, Zürich, bisher in Zürich 1 (SHAB. Nr. 258 vom 4. November 1957, Seite 2886). Erwerb und Verwaltung von Beteiligungen an anderen Unternehmungen des In- und Auslandes usw. Die Generalversammlung vom 14. Juli 1961 hat die Statuten abgeändert. Die Firma lautet nun Almond AG (Almond Ltd.) (Almond SA.). Ihr Sitz befindet sich in Wallisellen. Durch Ausgabe von 950 neuen Aktien zu Fr. 1000 ist das Grundkapital von Fr. 50 000 auf Fr. 1 000 000, zerfallend in 1000 voll liberierte Aktien zu Fr. 1000, erhöht worden; der Erhöhungsbetrag wurde durch Verrechnung liberiert.

2. August 1961. Café, Bäckerei, Konditorei.

Max Wolfensberger-Wenger, in Maur. Inhaber dieser Firma ist Max Wolfensberger-Wenger, von Greifensee, in Maur. Betrieb eines Cafés, einer Bäckerei und Konditorei sowie Handel mit Lebensmitteln. «Z. Neuhofer, Dorfstrasse 453.

2. August 1961. Hoch- und Tiefbau.

Fischer & Hauser, in Zürich 4. Unter dieser Firma sind Max Fischer, von Zürich, in Zürich 6, und Urs Hauser, von und in Böttstein (Aargau), eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche am 1. August 1961 ihren Anfang genommen hat. Ingenieurbureau für Hoch- und Tiefbau. Militärstrasse 99.

2. August 1961. Liegenschaften.

Müller & Co., in Rüschlikon, Kommanditgesellschaft (SHAB. Nr. 279 vom 28. November 1960, Seite 3398). Erwerb, Ueberbauung und Betrieb von landwirtschaftlichen und gewerblichen Liegenschaften. Der Kommanditär Xaver Huber ist aus der Gesellschaft ausgeschieden. Diese Kommanditgesellschaft hat sich am 15. Juli 1961 in eine Kollektivgesellschaft umgewandelt. Kollektivgesellschaft sind der bisherige unbeschränkt haftende Gesellschafter Max E. Müller und der bisherige Kommanditär Ernst Michel. Die Firma lautet nun Müller & Michel.

2. August 1961. Bauten.

Fr. Josef Meinenberger, bisher in Zürich (SHAB. Nr. 79 vom 3. April 1941, Seite 651), Baugeschäft. Der Firmainhaber hat den geschäftlichen Sitz und sein persönliches Wohnmizil nach Oberengstringen verlegt. Zürcherstrasse 153.

2. August 1961.

Atomelektra A.G., in Zürich 1 (SHAB. Nr. 211 vom 10. September 1958, Seite 2431). Atomkraftwerke usw. Die Unterschrift von Jean Sandoz ist erloschen. Kollektivprokura zu zweien ist erteilt an Dr. Walter Hensel, von Zürich, in Wallisellen.

2. August 1961.

Emil Frey A.G. Motorfahrzeuge, in Zürich 9 (SHAB. Nr. 14 vom 19. Januar 1960, Seite 187). Die Prokura von Hans Steiner ist erloschen. Neues Geschäftsdomizil: Badenerstrasse 600 in Zürich 9 (eigene Adresse).

2. August 1961.

Braunviehzuchtgenossenschaft Oberamt, in Hausen a. A. (SHAB. Nr. 253 vom 28. Oktober 1955, Seite 2733). Rudolf Weber und André Dieth sind aus der Verwaltung ausgeschieden; ihre Unterschriften sind erloschen. Richard Göggel ist nicht mehr Aktuar der Verwaltung, sondern Beisitzer derselben; seine Unterschrift ist erloschen. Neu sind in die Verwaltung gewählt worden Heinrich Graf, von Seegraben, in Hausen a. A., als Präsident; Edwin Wylder, von Zürich in Rifferswil, als Aktuar, und Werner Moroff, von Russikon, in Hausen a. A., als Kassier. Präsident oder Vizepräsident führen mit dem Aktuar oder dem Kassier Kollektivunterschrift.

Bern - Berne - Berna

Bureau Belp (Bezirk Seftigen)

2. August 1961. Nahrungs- und Genussmittel usw.

Galactina & Biomalz AG, in Belp, Fabrikation und Verkauf von Nahrungs- und Genussmitteln, insbesondere von Milch-, Mehl- und Malzprodukten, sowie von chemischen und pharmazeutischen Präparaten usw. (SHAB. Nr. 69 vom 23. März 1960, Seite 935). In den Generalversammlungen vom 29. April 1961 und 30. Juni 1961 wurde das Aktienkapital von Fr. 1 500 000 auf Franken 2 000 000 erhöht durch Ausgabe von 2000 neuen Aktien im Nennwert von Fr. 250. Die Statuten wurden entsprechend revidiert. Das voll liberierte Aktienkapital beträgt nun Fr. 2 000 000, eingeteilt in 8000 Aktien zu Fr. 250. Ferner wurden in der ausserordentlichen Generalversammlung vom 30. Juni 1961 die Statuten teilweise geändert. Die Prokura des Hans-Rudolf Tschumi ist erloschen.

Bureau Biel

Berichtigung.

Pfister & Co., in Biel (SHAB. Nr. 180 vom 4. August 1961, Seite 2279). Adresse: Büttenbergstrasse 12.

Bureau Interlaken

2. August 1961.

Ziegenzuchtgenossenschaft Brienz & Umgebung, in Brienz (SHAB. Nr. 174 vom 29. Juli 1958, Seite 2055). Aus der Verwaltung ist der Präsident Jakob Flück, dessen Unterschrift erloschen ist, ausgeschieden. Neu wurden gewählt: als Präsident Wilhelm Flück-Zurbuchen, von Brienz, bisher Sekretär, und als Sekretär Mathäus Huggler-Studer, von Brienzwiler, beide in Brienz. Präsident und Sekretär zeichnen kollektiv.

2. August 1961.

Wassergenossenschaft Ebligen, in Ebligen, Gemeinde Oberried (SHAB. Nr. 153 vom 4. Juli 1946, Seite 2018). Aus der Verwaltung ist der Sekretär Hans Blatter-Studer, dessen Unterschrift erloschen ist, ausgeschieden. Neu wurde als Sekretär gewählt: Hans Blatter-Gutknecht, von Oberried, in Ebligen, Gemeinde Oberried. Präsident und Sekretär zeichnen kollektiv.

2. August 1961.

Vieh-zuchtgenossenschaft Mürren, in Mürren, Gemeinde Lauterbrunnen (SHAB. Nr. 159 vom 11. Juli 1955, Seite 1814). Aus der Verwaltung ist der Sekretär Peter von Allmen, dessen Unterschrift erloschen ist, ausgeschieden. Neu wurde als Sekretär gewählt: Fritz von Allmen-von Allmen, von Lauterbrunnen, in Mürren, Gemeinde Lauterbrunnen. Der Präsident, der Sekretär und der Kassier zeichnen kollektiv zu zweien.

Bureau de Porrentruy

2 août 1961.

Forces Motrices Bernoises S.A., succursale de Porrentruy, à Porrentruy (FOSC. du 17 mars 1960, N° 64, page 874), avec siège principal à Berne. Les signatures de Hans Marty et Arthur Binz sont éteintes. Le vice-directeur Paul Geiser a été nommé directeur; il continue à signer collectivement à deux.

Bureau Thun

2. August 1961. Hoch- und Tiefbau.

Fritz Gerber, in Steffisburg, Bauunternehmung für Hoch- und Tiefbau, in Konkurs (SHAB. Nr. 53 vom 4. März 1960, Seite 750). Nach Abschluss eines Nachlassvertrages hat der Gerichtspräsident I von Thun am 25. Mai 1961 den Konkurs aufgehoben. Da der Inhaber sein Geschäft nicht weiterführt, wird die Firma gelöscht.

Luzern - Lucerne - Lucerna

1. August 1961. Messgeräte usw.

Milton Roy A.G., in Luzern, Messgeräte für chemische Analysen usw. (SHAB. Nr. 148 vom 28. Juni 1961, Seite 1871). Als Direktor mit Einzelunterschrift wurde gewählt John Procopi, amerikanischer Staatsangehöriger, in Philadelphia (Pennsylvania, USA).

1. August 1961. Galvanische Werkstätte usw.
A. Benedetti, in Luzern, galvanische Werkstätte usw. (SHAB. Nr. 41 vom 18. Februar 1949, Seite 483). Diese Firma ist erloschen. Aktiven und Passiven sind übergegangen an die neue Firma «A. Benedetti & Söhne», in Luzern.

1. August 1961. Galvanische Werkstätte usw.
A. Benedetti & Söhne, in Luzern. Unter dieser Firma sind Alceo Benedetti sen. und dessen Söhne Armando und Alceo Benedetti, alle von und in Luzern, eine Kollektivgesellschaft eingegangen, die am 1. August 1961 begonnen und auf dieses Datum Aktiven und Passiven der erloschenen Einzelfirma «A. Benedetti», in Luzern, übernommen hat. An Rosa-Benedetti geborene Anderegg, von und in Luzern, ist Einzelprokura erteilt. Galvanische Werkstätte, Vernickelung, Verchromung, Versilberung und Verkupferung, Kauffmannweg 5.

1. August 1961.
Mühelfabrik Willisau A.G. (Fabrique de meubles Willisau S.A.), in Willisau-Stadt (SHAB. Nr. 8 vom 12. Januar 1954, Seite 92). Laut Generalversammlungsschluss vom 20. Juli 1961 wurden die bisherigen 700 Aktien zu Fr. 15, 1500 Aktien zu Fr. 30 und 1945 Aktien zu Fr. 100 zusammengelegt in 50 Namenaktien zur Fr. 5000. Das voll einbezahlte Grundkapital beträgt nach wie vor Fr. 250 000, nun eingeteilt in 50 Namenaktien zu Fr. 5000. Die Statuten wurden entsprechend geändert.

1. August 1961. Futtermittel, Landesprodukte usw.
Benedikt Meyer, in Root, Futtermittel, Landesprodukte usw. (SHAB. Nr. 279 vom 28. November 1957, Seite 2646). Der Inhaber lebt mit seiner Ehefrau Elisabeth geb. Huser in vertraglicher Gütertrennung.

1. August 1961. Weisswaren usw.
Schwestern Kiener, Nachf. E. Kiener, in Luzern, Spezialgeschäft für Weisswaren und Kinderausstattungen (SHAB. Nr. 36 vom 12. Februar 1944, Seite 359). Diese Firma ist infolge Geschäftsaufgabe erloschen.

1. August 1961. Heizungsanlagen.
Miro Carcano, in Luzern, Heizungs-Installationen (SHAB. Nr. 155 vom 8. Juli 1959, Seite 1936). Diese Firma wird infolge Geschäftsaufgabe und Wegzugs des Inhabers von Amtes wegen gelöscht.

1. August 1961. Beteiligungen usw.
Arenia A.G. (Arenia S.A.) (Arenia Co. Ltd.), in Luzern, Beteiligungen, Finanzierungen usw. (SHAB. Nr. 9 vom 14. Januar 1953, Seite 91). Als Präsident wurde in den Verwaltungsrat gewählt: Walter Ringenberg; von Ringenberg (Bern), in Bern. Er zeichnet einzeln. Neues Domizil: Murbacherstrasse Nr. 23.

1. August 1961. Strick- und Wollwaren.
Arquint-Beck, in Sursee, Strick- und Wollwaren (SHAB. Nr. 4 vom 6. Januar 1949, Seite 48). Diese Firma ist infolge Geschäftsaufgabe erloschen.

1. August 1961.
Abbruch- und Baggerbetrieb A.G. Luzern, in Luzern (SHAB. Nr. 232 vom 4. Oktober 1960, Seite 2842). Das Mitglied des Verwaltungsrates Nelly Schneider-Meier führt nun Einzelunterschrift.

1. August 1961. Imprägnierung.
Wolframyl-Chemie Nussbaum, in Luzern, Feuerschutzimprägnierung «Wolframyl» und Blachenimprägnierung «Alcalyl» (SHAB. Nr. 14 vom 18. Januar 1961, Seite 176). Der Inhaber hat die Firma geändert in Wolframyl-Chemie Ingenieur Nussbaum.

Obwalden - Unterwald-le-haut - Unterwalden alto

1. August 1961. Schweinemästerei usw.
Robert Odermatt, in Flüeli, Gemeinde Sachseln. Inhaber des Betriebes ist Robert Odermatt, von Dallenwil, in Flüeli, Gemeinde Sachseln. Schweinezüchterei und -mästerei, Melchi.

2. August 1961. Papeterie, Photos.
Josef Reinhard, in Sachseln. Inhaber der Firma ist Josef Reinhard, von Kerns, in Sachseln. Papeterie, Photohaus. Bahnhofstrasse.

Glarus - Glaris - Glarona

1. August 1961.
AG. Mühelfabrik Horgen-Glarus, Zweigniederlassung in Glarus (SHAB. Nr. 145 vom 24. Juni 1960, Seite 1879). Aktiengesellschaft mit Hauptsitz in Horgen. Kollektivprokura zu zweien für das Gesamtunternehmen wurde erteilt an Alfred Lehner, von Zürich und Leukerbad, in Ennenda. Er zeichnet kollektiv zu zweien mit einem der übrigen Zeichnungsberechtigten.

1. August 1961. Beteiligungen usw.
Ineo A.G., in Glarus, Beteiligung an kommerziellen und industriellen Unternehmen usw. (SHAB. Nr. 122 vom 29. Mai 1961, Seite 1518). Dr. Ernst Emil Steiner ist infolge Todes aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Dr. Walter Stork ist nun einziges Mitglied des Verwaltungsrates und zeichnet nach wie vor einzeln.

Zug - Zoug - Zugo

1. August 1961. Patente, Erfindungen usw.
Marley Tile A.G., in Zug, Kauf, Verkauf und Verwertung von Patenten, Erfindungen und Fabrikationsverfahren usw. (SHAB. Nr. 163 vom 15. Juli 1960, Seite 2101). Richard Harry Aisher und Walter Bitterli sind aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden. Ihre Unterschriften sind erloschen. Neu in den Verwaltungsrat wurde gewählt: Dr. Hans W. Kopp, von Luzern und Niederörsch, in Zürich. Er zeichnet kollektiv zu zweien mit einem der übrigen Zeichnungsberechtigten.

2. August 1961. Beteiligungen usw.
Fuller & Co. S.A., in Zug, Beteiligung an industriellen und kommerziellen Unternehmen usw. (SHAB. Nr. 289 vom 9. Dezember 1960, Seite 3544). Gemäss öffentlicher Urkunde über die ausserordentliche Generalversammlung vom 17. Juli 1961 wurde das Aktienkapital von Fr. 50 000 auf Fr. 130 000 erhöht durch Ausgabe von 80 Namenaktien zu Fr. 1000. Die Statuten wurden entsprechend revidiert. Das voll liberierte Aktienkapital beträgt nun Franken 130 000 und ist eingeteilt in 130 Namenaktien zu Fr. 1000.

2. August 1961. Verwertung von medizinischen Daten usw.
IMS A.G. (IMS S.A.) (IMS Ltd.) (IMS Inc.), in Zug. Gemäss öffentlich beurkundeten Errichtungsakt und Statuten vom 1. August 1961 besteht unter dieser Firma eine Aktiengesellschaft. Sie bezweckt die internationale Sammlung, Verarbeitung und Verwertung von Daten auf dem Gebiete der Medizin, der Pharmazutik und der Chemie, insbesondere der Vertrieb von statistischem Material und die Marktforschung auf diesen Gebieten. Die Gesellschaft bezweckt ferner die Zusammenfassung und Koordination der Interessen von ihr nahestehenden europäischen Gesellschaften. Sie kann sich an diesen Unternehmen

beteiligen, ferner Patente, Handelsmarken, technische und immaterielle Rechte aller Art erwerben, verwalten und verwerten sowie die Beratung anderer Unternehmen betreiben. Die Gesellschaft kann alle damit zusammenhängenden kommerziellen und finanziellen Geschäfte tätigen, im besonderen auch Wertpapiere und Grundstücke erwerben und verwerten. Das voll einbezahlte Aktienkapital beträgt Fr. 50 000 und ist eingeteilt in 50 Inhaberaktien zu Franken 1000. Mitteilungen und Einladungen an die Aktionäre erfolgen durch Veröffentlichung im Publikationsorgan, dem Schweizerischen Handelsamtsblatt, oder, sofern sämtliche Namen und Adressen bekannt sind, durch eingeschriebenen Brief. Der Verwaltungsrat besteht aus einem oder mehreren Mitgliedern. Einziges Mitglied mit Einzelunterschrift ist Dr. Emil Frick, von Hausen a. Albis, in Zürich. Direktor mit Einzelunterschrift ist Helmut Niessner, deutscher Staatsangehöriger, in Frankfurt am Main (Deutschland). Domizil: Gartenstrasse 7 (bei Dr. Paul Stadlin).

Freiburg - Fribourg - Friburgo Bureau d'Estavayer-le-Lac

2 août 1961.
Coopérative pour la construction de hangars à tabac, jusqu'ici à Domdidier (FOSC. du 19 juin 1956, page 1576). Suivant procès-verbal de son assemblée générale du 1^{er} octobre 1960, la société a modifié sa raison sociale en celle de Coopérative pour la construction de hangars et le développement de la culture du tabac. Elle a en outre transféré son siège à Estavayer-le-Lac. De plus, elle a complété son but qui est de favoriser la construction et l'amélioration de hangars pour le séchage du tabac et la mécanisation de cette culture, en mettant à la disposition de ses membres, un prêt fourni par l'Etat de Fribourg, dans le cadre des mesures votées le 18 février 1955 par le Grand Conseil, en faveur de l'équipement artisanal, rural et immobilier de l'Economie fribourgeoise. Les statuts ont été modifiés en conséquence. Ils l'ont encore été sur d'autres points non soumis à publication. Le président Alfred Pillonel est actuellement domicilié à Montbrelloz.

Bureau Murten (Bezirk See)

31. Juli 1961. Eisengiesserei.
Rieder und Wyss, in Kerzers, Eisengiesserei, Kollektivgesellschaft (SHAB. Nr. 305 vom 30. Dezember 1958, Seite 3540). Die Gesellschaft ist seit dem 31. Dezember 1960 aufgelöst. Die Firma wird nach durchgeführter Liquidation gelöscht. Aktiven und Passiven werden vom Gesellschafter Arthur Rieder, in Bern, übernommen, der nicht eintragungspflichtig ist.

Solothurn - Soleure - Soletta Bureau Olten-Gösgen

2. August 1961.
Corset-Schärer, in Olten (SHAB. Nr. 62 vom 15. März 1961, Seite 756). Diese Firma wird infolge Weiterbetrieb durch die «Corset-Schärer A.G.», mit Hauptsitz in Meggen und Zweigniederlassung in Olten gelöscht.

2. August 1961. Corsetwaren, Wäsche usw.
Corset-Schärer A.G., Zweigniederlassung in Olten. Unter dieser Firma hat die «Corset-Schärer A.G.», mit Sitz in Meggen, welche den Erwerb und Weiterbetrieb der bisher von Alex Schärer, Meggen, betriebenen Detailgeschäfte der Corset- und Wäschebranche in Basel, Olten und St. Gallen, sowie die Übernahme von Vertretungen und Handel mit Textilien und einschlägigen Artikeln bezweckt, am 7. Juli 1961 im Handelsregister des Kantons Luzern eingetragen wurde (SHAB. Nr. 162 vom 14. Juli 1961, Seite 2050); durch Beschluss der Generalversammlung vom 29. Juni 1961 in Olten eine Zweigniederlassung errichtet. Für diese zeichnen mit Einzelunterschrift: Alex Schärer, Präsident des Verwaltungsrates, und Helen Schärer-Reinhard, Mitglied des Verwaltungsrates, beide von Luzern, in Meggen. Geschäftslokal: Konradstrasse 32.

Bureau Stadt Solothurn

2. August 1961. Baumaschinen.
Xaver Heingartner, in Solothurn. Inhaber dieser Einzelfirma ist Xaver Heingartner, von Fislisbach (Aargau), in Solothurn. Handel mit Baumaschinen. Bergstrasse 28.

Basel-Stadt - Bâle-Ville - Basilea-Città

1. August 1961. Reisebureau.
Sotem-Voyages, Max Lindenmann & Co., in Basel, Reisebureau (SHAB. Nr. 232 vom 4. Oktober 1950, Seite 2544). Die Kollektivgesellschaft hat sich aufgelöst. Die Firma ist nach beendeter Liquidation erloschen.

1. August 1961.
Rosshaarpinnerei Basel A.G. in Liq., in Basel (SHAB. Nr. 251 vom 26. Oktober 1960, Seite 3057). Die Firma ist nach beendeter Liquidation erloschen.

1. August 1961. Gipser- und Malerarbeiten.
Adolf Leu, in Basel, Gipser- und Malergeschäft (SHAB. Nr. 83 vom 11. April 1958, Seite 995). Die Einzelfirma ist infolge Aufgabe des Geschäfts erloschen.

1. August 1961.
Baugenossenschaft Spitzmatten, in Basel (SHAB. Nr. 51 vom 3. März 1954, Seite 572). Die Genossenschaft hat sich durch Beschluss der Generalversammlung vom 22. Februar 1957 aufgelöst. Die Firma ist nach beendeter Liquidation erloschen.

1. August 1961.
Verband Schweizerischer Grossisten der Mercerie, Bonneterie und Strickgarne (G.M.B.S.) (Union des Grossistes Suisses de Mercerie, Bonneterie et Filés (G.M.B.F.)), in Basel (SHAB. Nr. 219 vom 21. September 1959, Seite 2600). Die Genossenschaft hat sich durch Beschluss der Generalversammlung vom 17. Februar 1961 aufgelöst. Die Firma ist nach beendeter Liquidation erloschen. Aktiven und Passiven sind an den Verein «Verband Schweizerischer Grossisten der Mercerie, Bonneterie und Strickgarne (GMBS)», in Basel, übergegangen.

1. August 1961.
Verband Schweizerischer Grossisten der Mercerie, Bonneterie und Strickgarne (GMBS), in Basel. Unter diesem Namen besteht auf Grund der Statuten vom 17. Februar 1961 ein Verein mit dem Zweck: Wahrung und Förderung der gemeinsamen Interessen der schweizerischen Grosshandelsfirmen der Mercerie-, Bonneterie-, Kurzwaren-, Spielwaren- und Strickgarn-Branche. Der Verein hat Aktiven und Passiven der erloschenen Genossenschaft «Verband Schweizerischer Grossisten der Mercerie, Bonneterie und Strickgarne (G.M.B.S.)», in Basel, übernommen. Die Mittel des Vereins werden beschafft durch Mitgliederbeiträge. Für die Verbindlichkeiten

haftet ausschliesslich das Vereinsvermögen. Die Organe des Vereins sind: die Generalversammlung und der Vorstand aus 7 bis 11 Mitgliedern. Unterschrift zu zweien führen die Vorstandsmitglieder: Walter Ronner, von Bussnang, in St. Gallen, Präsident; Eugen Hemmer, von und in Zürich, Vizepräsident, und Nicolas E. Mury, von und in Basel, Vizepräsident. Unterschrift mit je einem der Vorstandsmitglieder ist erteilt an den Sekretär Dr. Bernard Küffer, von Obersteckholz, in Basel. Domizil: Sankt-Alban-Anlage 16.

1. August 1961.

Mobil Oil (Switzerland), in Basel (SHAB. Nr. 38 vom 16. Februar 1960, Seite 540). Leo Sorger ist nicht mehr Präsident, bleibt aber Mitglied des Verwaltungsrates. Seine Unterschrift ist erloschen. Zum Präsidenten wurde gewählt das Mitglied Eugène Feissli. Er zeichnet zu zweien, zugleich als Direktor. Prokura wurde erteilt an Oscar Heiniger, von Eriswil (Bern), in Basel. Er zeichnet zu zweien.

1. August 1961. Armaturen, Messgeräte.

Phönix-Armaturen A.G., in Basel. Unter dieser Firma besteht auf Grund der Statuten vom 28. Juli 1961 eine Aktiengesellschaft. Sie bezweckt die Produktion von und den Handel mit Armaturen und Messgeräten aller Art unter der Bezeichnung «Phönix», sowie den Erwerb und die Verwaltung von Beteiligungen an andern Unternehmen, insbesondere an den Phönix-Armaturen-Unternehmen. Das Grundkapital beträgt Fr. 100 000, eingeteilt in 90 Aktien zu Fr. 1000 und 100 Namenaktien zu Fr. 100, je voll einbezahlt. Die Bekanntmachungen erfolgen im Schweizerischen Handelsamtsblatt. Dem Verwaltungsrat aus einem oder mehreren Mitgliedern gehören an: Ludwig Bregel, deutscher Staatsangehöriger, in Frankfurt am Main, als Präsident mit Einzelunterschrift; Dr. Roland Bitschnau, deutscher Staatsangehöriger, in Langen bei Frankfurt a. Main, und Dr. Hanspeter Flüge, von und in Basel, als Vizepräsidenten; Theo Kannengieser, von und in Bern, die letzteren drei mit Unterschrift zu zweien, sowie Ernst Grob, von Wattwil (St. Gallen), in Meilen, ohne Unterschriftsberechtigung. Domizil: Dufourstrasse 5 (bei Dr. Flüge).

Basel-Landschaft – Bâle-Campagne – Basilea-Campagna

2. August 1961. Holz, Holzprodukte.

Ernst Gerber, in Arlesheim, Import und Export speziell von Holz und Holzprodukten (SHAB. Nr. 256 vom 1. November 1955, Seite 2772). Einzelprokura wurde erteilt an Sybille Schmalzriedt, deutsche Staatsangehörige, in Arlesheim.

2. August 1961. Baugeschäft, Hoch- und Tiefbau.

Walter Röhlin, in Münchenstein, Baugeschäft, Hoch- und Tiefbau (SHAB. Nr. 222 vom 23. September 1957, Seite 2516). Neues Geschäftsdomizil: Lärchenstrasse 31.

2. August 1961. Spenglerei usw.

Hans Kümmler, in Münchenstein, Zentralheizungen, Lüftungen, sanitäre Anlagen und Spenglerei (SHAB. Nr. 135 vom 13. Juni 1946, Seite 1767). In der Geschäftsnatur wird Zentralheizungen und Lüftungen gestrichen.

2. August 1961. Landwirtschaftliche Maschinen.

W. Mumenthaler, in Tenniken. Inhaber dieser Einzelfirma ist Werner Mumenthaler-Gisin, von Trachselwald (Bern), in Tenniken. Handel mit landwirtschaftlichen Maschinen aller Art. Nr. 31.

2. August 1961. Landesprodukte, Brennstoffe usw.

Berger A.G., Augst, in Augst, Handel mit Landesprodukten, festen und flüssigen Brennstoffen usw. (SHAB. Nr. 234 vom 7. Oktober 1957, Seite 2636). Das Geschäftslokal befindet sich nun infolge behördlicher Neu- und Umnummerierung an der Hauptstrasse 15.

2. August 1961.

Blechwarenfabrik J. Vogel A.G. (Fabrique d'Emballages métalliques J. Vogel S.A.), in Aesch (SHAB. Nr. 77 vom 2. April 1958, Seite 920). Der Prokurist Oswald Stöcklin wohnt nun in Aesch.

2. August 1961. Waschmittel usw.

Desynta A.G., in Pratteln, Fabrikation von und Handel mit Wasch-, Bleich- und Reinigungsmitteln usw. (SHAB. Nr. 288 vom 9. Dezember 1958, Seite 3276). Laut öffentlicher Urkunde über die Generalversammlung vom 27. Juni 1961 hat die Gesellschaft ihre Auflösung beschlossen. Die Liquidation ist durchgeführt. Die Löschung kann aber mangels Zustimmung durch die Eidg. Steuerverwaltung noch nicht erfolgen.

2. August 1961.

Wohngenossenschaft «Fröschmatt», in Pratteln (SHAB. Nr. 152 vom 3. Juli 1957, Seite 1789). Aus dem Vorstand sind ausgeschieden: Paul Thommen-Hirzel, Präsident, und Hans Eichenberger-Dill, Sekretär; ihre Unterschriften sind erloschen. Neu wurden in den Vorstand gewählt: Jakob Hovard-Schwaller, von Thörigen (Bern), in Pratteln, als Präsident, und Hans Ramseier-Kestenholz, von Trub (Bern), in Pratteln, als Sekretär. Sie zeichnen zu zweien.

2. August 1961. Bäckerei, Spezereien.

Gottfried Steffen, in Bubendorf, Bäckerei und Spezereihandlung (SHAB. Nr. 131 vom 9. Juni 1958, Seite 1571). Diese Einzelfirma wird infolge Wegzugs des Inhabers in Anwendung von Artikel 68 HRV von Amtes wegen gestrichen.

Schaffhausen – Schaffhouse – Sciaffusa

1. August 1961. Haushaltungskartikel.

Karl Becarelli, in Schaffhausen. Inhaber dieser Einzelfirma ist Karl Becarelli, von Truns, in Schaffhausen. Import und Vertrieb von «SEW»-Haushaltsartikeln. Nordstrasse 60 b.

2. August 1961.

Schweizerische Schifffahrtsgesellschaft Untersee und Rhein, in Schaffhausen. Aktiengesellschaft (SHAB. Nr. 183 vom 8. August 1960, Seite 2336). Oscar Oechslin ist infolge Todes aus dem Verwaltungsrat und der Direktionskommission ausgeschieden. Das bisherige Verwaltungsratsmitglied Paul Maier, gehört nun auch der Direktionskommission an. Neu wurde in den Verwaltungsrat gewählt: August H. Widmer, von Schaffhausen und Rüschlikon (Zürich), in Neuhausen am Rheinfall. Sie führen die Unterschrift nicht.

St. Gallen – St-Gall – San Gallo

1. August 1961.

Eugen Steinmann, Kohlenhandels-Aktiengesellschaft, in St. Gallen, mit Zweigniederlassung in Neu-St. Johann, Gemeinde Krummenau, Handel mit Brenn-, Treib- und Schmierstoffen aller Art. Die Gesellschaft kann sich

auch in beliebiger Form an Unternehmungen gleicher oder ähnlicher Art im In- und Ausland beteiligen usw. (SHAB. Nr. 123 vom 30. Mai 1961, Seite 1531). An der ordentlichen Generalversammlung vom 19. Juli 1961 wurden die Statuten teilweise geändert. Die Firma lautet nun Eugen Steinmann AG.

1. August 1961.

Corset-Schärer, vorm. E. Grünenfelder, in St. Gallen, Handel mit und Fabrikation von Korsetten und Wäsche (SHAB. Nr. 94 vom 24. April 1961, Seite 1157). Die Firma ist infolge Gründung einer Aktiengesellschaft erloschen. Aktiven und Passiven wurden übernommen von der Aktiengesellschaft «Corset-Schärer A.G.», Zweigniederlassung in St. Gallen, mit Hauptsitz in Meggen.

1. August 1961.

Corset-Schärer A.G., Zweigniederlassung in St. Gallen. Unter dieser Firma hat die Aktiengesellschaft «Corset-Schärer A.G.», mit Hauptsitz in Meggen, welche am 7. Juli 1961 im Handelsregister des Kantons Luzern eingetragen wurde (letzte Veröffentlichung: SHAB. Nr. 162 vom 14. Juli 1961, Seite 2050), durch Beschluss der Generalversammlung vom 29. Juni 1961 in St. Gallen eine Zweigniederlassung errichtet. Die Zweigniederlassung hat Aktiven und Passiven der bisherigen Einzelfirma «Corset-Schärer, vorm. E. Grünenfelder», in St. Gallen, übernommen. Einzelunterschrift für das Gesamtunternehmen führen Alex Schärer-Reinhard, von Luzern, in Meggen, Präsident des Verwaltungsrates, und Helen Schärer-Reinhard, von Luzern, in Meggen, Mitglied des Verwaltungsrates. Zweck: Erwerb und Weiterbetrieb der bisher von Alex Schärer, Meggen, betriebenen Detailgeschäfte der Corset- und Wäschebranche in Basel, Olten und St. Gallen, sowie die Übernahme von Vertretungen und den Handel mit Textilien und einschlägigen Artikeln. Die Gesellschaft kann sich an ähnlichen Unternehmungen beteiligen, sowie Liegenschaften erwerben, erstellen, verwalten und veräußern. St. Leonhardstrasse 1.

1. August 1961.

Flugzeugentwicklungs AG, in St. Gallen. Entwicklung von Flugzeugen, Vermittlung und Ueberwachung von Konstruktions- und Fabrikationsaufträgen usw. (SHAB. Nr. 280 vom 29. November 1960, Seite 3412). Die Prokura von Paul Bulowa Gudden ist erloschen.

1. August 1961.

Darlehenskasse Schänis, in Schänis, Genossenschaft (SHAB. Nr. 83 vom 10. April 1956, Seite 912). August Hellbling, Vizepräsident, ist aus dem Vorstand ausgeschieden. Seine Unterschrift ist erloschen. Der bisherige Aktuar Josef Glarner-Müller wurde zum Vizepräsidenten ernannt und der bisherige Beisitzer Wilhelm Giger, von Schänis, in Rufi-Schänis, zum Aktuar. Die rechtsverbindliche Unterschrift führen Präsident, Vizepräsident und Aktuar, kollektiv je zu zweien.

Graubünden – Grisons – Grigioni

8. Juli 1961.

Rhätische Bahn (Ferrovie Retica) (Viasfer Retica), in Chur, Aktiengesellschaft (SHAB. Nr. 186 vom 11. August 1960, Seite 2375). Die Gesellschaft hat in ihrer Generalversammlung vom 24. Juni 1961 die Statuten teilweise revidiert und das Aktienkapital von bisher Fr. 37 957 000 auf Fr. 57 957 000 erhöht durch Ausgabe von 40 000 neuen Prioritätsaktien zu Fr. 500. Das Grundkapital beträgt nun Fr. 57 957 000 und ist eingeteilt in 108 520 Prioritätsaktien zu Fr. 500 und 7391 Stammaktien zu Fr. 500. Einbezahlt sind Fr. 41 957 000. Alle Aktien lauten auf den Namen. Die Prioritätsaktien haben Anspruch auf eine nicht kumulative Dividende bis zu 4%. Aus dem Verwaltungsrat sind ausgeschieden: Johann Sebastian Capaul, Dr. Willy Grütter, Ernst Schaublin und Emil Schmid. Neu wurden in den Verwaltungsrat gewählt: Dr. Fritz Anliker, von Gondiswil (Bern), in Bern; Hans Hiltz, von und in Klosters; Dr. Libero Olgiali, von Cadenazzo, in Giubiasco; Dr. Georg Sprecher, von Fanas, in Chur, und Dr. Ettore Tenchio, von Verdabbio, in Chur, alle ohne Unterschrift.

Aargau – Argovie – Argovia

31. Juli 1961. Immobilien.

Domus Rheinfelden A.G., in Rheinfelden. Unter dieser Firma besteht gemäss Statuten- und Gründungsurkunde vom 14. Juli 1961 eine Aktiengesellschaft. Sie bezweckt den Erwerb, die Ueberbauung, die Verwaltung und die Verwertung von Immobilien sowie die Durchführung aller damit zusammenhängenden Geschäfte, insbesondere auch die Beteiligung an ähnlichen oder andern Gesellschaften. Das Grundkapital beträgt Fr. 50 000, eingeteilt in 50 voll einbezahlte Inhaberaktien zu Fr. 1000. Die Bekanntmachungen erfolgen im Schweizerischen Handelsamtsblatt. An diejenigen Aktionäre, deren Adressen der Verwaltung bekannt sind, können Mitteilungen mittels eingeschriebener Briefe oder telegraphisch erfolgen. Der Verwaltungsrat besteht aus 1 bis 3 Mitgliedern. Einziges Mitglied ist Dr. jur. Werner Schneider, von Seeberg (Bern), in Rheinfelden. Er führt Einzelunterschrift. Domizil: bei Dr. jur. Werner Schneider, Hermann Keller-Strasse 9.

31. Juli 1961. Stahlbauten usw.

Wartmann & Cie. A.G., in Brugg. Herstellung von Stahlbauten (Eisenkonstruktionen), von Erzeugnissen der Kesselschmiede usw. (SHAB. Nr. 95 vom 25. April 1961, Seite 1171). Kollektivprokura zu zweien, beschränkt auf den Geschäftskreis des Hauptsitzes, ist erteilt worden an den Betriebsleiter Hans Walter, von Siblingen (Schaffhausen), in Brugg.

31. Juli 1961.

Automation für graphische Technik GmbH, in Zofingen. Unter dieser Firma besteht gemäss öffentlicher Urkunde und Statuten vom 12. Juli 1961 eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung. Sie bezweckt den Handel in Materialien und insbesondere automatisch arbeitenden Maschinen für die graphische Industrie, sodann den Erwerb und Verleihung von Patenten und Lizenzen, die Beteiligung an ähnlichen Unternehmungen sowie den Erwerb, die Verwaltung und den Verkauf von Liegenschaften im Rahmen des Geschäftszweckes. Das Stammkapital beträgt Fr. 20 000. Gesellschafter sind: Gerard Willem Meijer, holländischer Staatsangehöriger, in Kaarst-Neuss (Deutsche Bundesrepublik), mit einer Stammeinlage von Fr. 10 000; Hans Müller, von Wilberg, in Zofingen, mit einer solchen von Fr. 8000, und Ernst Müller, von Wilberg, in Zofingen, mit einer solchen von Franken 2000. Die Bekanntmachungen erfolgen im Schweizerischen Handelsamtsblatt. Geschäftsführer sind die drei Gesellschafter Gerard Willem Meijer, Hans Müller und Ernst Müller je mit Einzelunterschrift. Zwischen dem Gesellschafter und Geschäftsführer Hans Müller und seiner Ehefrau Martha Hedwig geb. Schlapbach besteht vertragliche Gütertrennung. Domizil: bei der «GRAPHIA Maschinenfabrik Hans Müller A.G.», Untere Brühlstrasse.

Tessin — Tessin — Ticino
Ufficio di Locarno

28 luglio 1961.

«Grotto» Signora Cavalli Ernestina, a Verscio. La titolare è Ernestina Cavalli nata Origgi, da ed a Verscio, autorizzata alla presente iscrizione dal marito Federico Cavalli. Gerenza Grotto.

31 luglio 1961.

Tipografia Stazione S.A., a Muralto. Con atto pubblico del 22 luglio 1961 e statuti di stesura data è stata costituita, sotto questa ragione sociale, una società anonima avente per scopo l'esercizio dell'arte e dell'industria tipografica, dell'editoria e della stampa e di ogni attività industriale e commerciale affine al ramo. Il capitale sociale è di 150 000 fr., suddiviso in 150 azioni di 1000 fr. ciascuna, al portatore, interamente liberate. Le pubblicazioni avvengono sul Foglio ufficiale del Cantone Ticino, salvo quelle che devono essere effettuate sul Foglio ufficiale svizzero di commercio. Il consiglio d'amministrazione si compone da 3 a 5 membri, attualmente da tre nelle persone di: Armando Dadò di Marino, da ed in Cavignol, presidente; Federico Adami fu Silvio, da ed in Giumaglio, membro; Ezio Bernasconi di Antonio, da Carona, in Muralto, membro, i quali vincolano la società con firma collettiva a due. Recapito: piazza Stazione.

2 agosto 1961. Pensione.

Luigia Pollonini, a Origgio. Titolare è Luigia Pollonini nata Perucchi, da ed in Origgio, moglie di Giuseppe Pollonini che ha dato il suo consenso all'iscrizione. Esercizio di una pensione.

2 agosto 1961. Immobili.

Zeus S.A., a Lugano. Con atto notarile e statuti del 28 luglio 1961 è stata costituita, sotto questa ragione sociale, una società anonima avente per scopo: la compra, la vendita e l'amministrazione di beni mobili ed immobili; l'amministrazione del patrimonio di proprietà di terzi; operazioni finanziarie di ogni genere ed ogni altra transazione finanziaria e commerciale connessa a questo scopo. Il capitale sociale è di 50 000 fr., diviso in 100 azioni al portatore da 500 fr. ciascuna, interamente liberate. Le pubblicazioni avvengono sul Foglio ufficiale svizzero di commercio. La società è amministrata da un consiglio di amministrazione composto da 1 o più persone, attualmente da: Alice Rubitsch, da ed in Basilea, presidente, e Guido Lepri di Vincenzo, da Castagnola, in Lugano, i quali vincoleranno la società con firma collettiva a due. Recapito: via Stefano Franscini 3, c/o studio legale Dr. Renzo Rezzonico.

2 agosto 1961. Immobili.

Bici S.A., a Lugano. Con atto notarile e statuti del 26 luglio 1961 è stata costituita, sotto questa ragione sociale, una società anonima avente per scopo: la compra, la vendita e l'amministrazione di beni mobili ed immobili; la partecipazione ad imprese commerciali ed industriali; l'amministrazione del patrimonio di proprietà di terzi, operazioni finanziarie di ogni genere ed ogni altra transazione finanziaria o commerciale connessa a questo scopo. Il capitale sociale è di 50 000 fr., diviso in 50 azioni al portatore da 1000 fr. ciascuna, interamente liberate. Le pubblicazioni avvengono sul Foglio ufficiale svizzero di commercio. La società è amministrata da un consiglio di amministrazione composto da 1 o più membri, attualmente da un amministratore unico che è: Guido Lepri di Vincenzo, da Castagnola, in Lugano, il quale vincolerà la società con firma individuale. Recapito: via Stefano Franscini 3, c/o Dr. R. Rezzonico.

2 agosto 1961. Beni immobili, ecc.

Cadrolina S.A., a Lugano. Con atto notarile e statuti del 5 luglio 1961 è stata costituita, sotto questa ragione sociale, una società anonima avente per scopo: la compravendita dei beni immobili e mobili; la gestione e la messa in valore di detti beni; la partecipazione a qualsiasi azienda commerciale, industriale o finanziaria ed immobiliare svizzera od estera, nonché le operazioni di borsa e di credito di prestito ed in genere tutte le operazioni commerciali e finanziarie. Il capitale sociale è di 50 000 fr., diviso in 50 azioni al portatore da 1000 fr. ciascuna, interamente liberate. Le pubblicazioni avvengono sul Foglio ufficiale svizzero di commercio. La società è amministrata da un consiglio d'amministrazione composto da 1 o più membri, attualmente da una amministratrice unica che è Amelia Quadri div. Anastasi, da Sala Capriasca, in Lugano, la quale vincolerà la società con firma individuale. Recapito: Via Ginevra 2, c/o Dr. Gastone Probst.

Distretto di Mendrisio

2 agosto 1961.

Finanziaria Trasporti S.A., in Chiasso, finanziamento di trasporti terrestri e marittimi, ecc. (FUSC. del 7 gennaio 1960, N° 4, pagina 46). La società è sciolta in seguito alla dichiarazione di fallimento pronunciata l'11 luglio 1961 dalla pretura di Mendrisio.

2 agosto 1961. Partecipazioni.

Sfea Holding A.G., in Chiasso. Sotto questa ragione sociale è stata costituita una società anonima holding avente per scopo la partecipazione finanziaria in altre società ed in particolare la sottoscrizione, l'acquisto e la gestione di titoli azionari di società nazionali ed estere. L'atto di costituzione e gli statuti sono in data 28 luglio 1961. Il capitale sociale è di 100 000 fr., suddiviso in 100 azioni al portatore da 1000 fr. ciascuna, liberate nella misura del 20% (20 000 fr.). Le pubblicazioni riguardanti la società avverranno a mezzo del Foglio ufficiale svizzero di commercio. La società è retta da un consiglio di amministrazione da uno a cinque membri, attualmente da un amministratore unico nella persona di dott. Alessandro Villa di Roberto, da Bellinzona, in Chiasso, il quale impignerà la società con firma individuale. Recapito: Corso S. Gottardo 35.

Waadt — Vaud — Vaud
Bureau de Cully

3 août 1961. Immeubles.

S.I. La Séchaude A S.A., a Savigny. Suivant acte authentique et statuts du 28 juillet 1961, il a été constitué, sous cette raison sociale, une société anonyme ayant pour but l'achat, la construction, la vente, la transformation, l'échange, la gérance et généralement la mise en valeur de propriétés immobilières. Elle pourra traiter, dans ce but, toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières s'y rapportant. Elle se propose notamment d'acquérir les parcelles 578, 579, 590, 593, 594, 599, 603, 604 et 609 de Savigny, propriété de l'hoirie Croset-Anex et André Croset, pour le prix de 400 000 fr., en propriété commune avec les sociétés anonymes «S.I. La Séchaude B S.A.», «S.I. La Séchaude C S.A.», «S.I. La Séchaude D S.A.» et «S.I. La Séchaude E S.A.». Le capital social est de 50 000 fr., divisé en 50 actions de 1000 fr. chacune, au porteur, entièrement libérées. Les publications sont faites dans la Feuille officielle suisse du commerce. La société est administrée par un conseil d'administration composé de 1 à 5 membres. Les administrateurs sont: René Studer, de Genève et Zäziwil (Berne), à Genève, président; Pierre G.M. Chavannes, de Vevey, à Lausanne, secrétaire; Antoine Ricard, d'origine française, à Genève, membre. La société est engagée par la signature collective de deux administrateurs. Bureau de la société: à Savigny, domicile du notaire F.H. Cornut.

membre. La société est engagée par la signature collective de deux administrateurs. Bureau de la société: à Savigny, domicile du notaire F.H. Cornut.

3 août 1961. Immeubles.

S.I. La Séchaude B S.A., a Savigny. Suivant acte authentique et statuts du 28 juillet 1961, il a été constitué, sous cette raison sociale, une société anonyme ayant pour but l'achat, la construction, la vente, la transformation, l'échange, la gérance et généralement la mise en valeur de propriétés immobilières. Elle pourra traiter, dans ce but, toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières s'y rapportant. Elle se propose notamment d'acquérir les parcelles 578, 579, 590, 593, 594, 599, 603, 604 et 609 de Savigny, propriété de l'hoirie Croset-Anex et André Croset, pour le prix de 400 000 fr., en propriété commune avec les sociétés anonymes «S.I. La Séchaude A S.A.», «S.I. La Séchaude C S.A.», «S.I. La Séchaude D S.A.» et «S.I. La Séchaude E S.A.». Le capital social est de 50 000 fr., divisé en 50 actions de 1000 fr. chacune, au porteur, entièrement libérées. Les publications sont faites dans la Feuille officielle suisse du commerce. La société est administrée par un conseil d'administration composé de 1 à 5 membres. Les administrateurs sont: René Studer, de Genève et Zäziwil (Berne), à Genève, président; Pierre G.M. Chavannes, de Vevey, à Lausanne, secrétaire; Antoine Ricard, d'origine française, à Genève, membre. La société est engagée par la signature collective de deux administrateurs. Bureau de la société: à Savigny, domicile du notaire F.H. Cornut.

3 août 1961. Immeubles.

S.I. La Séchaude C S.A., a Savigny. Suivant acte authentique et statuts du 28 juillet 1961, il a été constitué, sous cette raison sociale, une société anonyme ayant pour but l'achat, la construction, la vente, la transformation, l'échange, la gérance et généralement la mise en valeur de propriétés immobilières. Elle pourra traiter, dans ce but, toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières s'y rapportant. Elle se propose notamment d'acquérir les parcelles 578, 579, 590, 593, 594, 599, 603, 604 et 609 de Savigny, propriété de l'hoirie Croset-Anex et André Croset, pour le prix de 400 000 fr., en propriété commune avec les sociétés anonymes «S.I. La Séchaude A S.A.», «S.I. La Séchaude B S.A.», «S.I. La Séchaude D S.A.» et «S.I. La Séchaude E S.A.». Le capital social est de 50 000 fr., divisé en 50 actions de 1000 fr. chacune, au porteur, entièrement libérées. Les publications sont faites dans la Feuille officielle suisse du commerce. La société est administrée par un conseil d'administration composé de 1 à 5 membres. Les administrateurs sont: René Studer, de Genève et Zäziwil (Berne), à Genève, président; Pierre G.M. Chavannes, de Vevey, à Lausanne, secrétaire; Antoine Ricard, d'origine française, à Genève, membre. La société est engagée par la signature collective de deux administrateurs. Bureau de la société: à Savigny, domicile du notaire F.H. Cornut.

3 août 1961. Immeubles.

S.I. La Séchaude D S.A., a Savigny. Suivant acte authentique et statuts du 28 juillet 1961, il a été constitué, sous cette raison sociale, une société anonyme ayant pour but l'achat, la construction, la vente, la transformation, l'échange, la gérance et généralement la mise en valeur de propriétés immobilières. Elle pourra traiter, dans ce but, toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières s'y rapportant. Elle se propose notamment d'acquérir les parcelles 578, 579, 590, 593, 594, 599, 603, 604 et 609 de Savigny, propriété de l'hoirie Croset-Anex et André Croset, pour le prix de 400 000 fr., en propriété commune avec les sociétés anonymes «S.I. La Séchaude A S.A.», «S.I. La Séchaude B S.A.», «S.I. La Séchaude C S.A.» et «S.I. La Séchaude E S.A.». Le capital social est de 50 000 fr., divisé en 50 actions de 1000 fr. chacune, au porteur, entièrement libérées. Les publications sont faites dans la Feuille officielle suisse du commerce. La société est administrée par un conseil d'administration composé de 1 à 5 membres. Les administrateurs sont: René Studer, de Genève et Zäziwil (Berne), à Genève, président; Pierre G.M. Chavannes, de Vevey, à Lausanne, secrétaire; Antoine Ricard, d'origine française, à Genève, membre. La société est engagée par la signature collective de deux administrateurs. Bureau de la société: à Savigny, domicile du notaire F.H. Cornut.

3 août 1961. Immeubles.

S.I. La Séchaude E S.A., a Savigny. Suivant acte authentique et statuts du 28 juillet 1961, il a été constitué, sous cette raison sociale, une société anonyme ayant pour but l'achat, la construction, la vente, la transformation, l'échange, la gérance et généralement la mise en valeur de propriétés immobilières. Elle pourra traiter, dans ce but, toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières s'y rapportant. Elle se propose notamment d'acquérir les parcelles 578, 579, 590, 593, 594, 599, 603, 604 et 609 de Savigny, propriété de l'hoirie Croset-Anex et André Croset, pour le prix de 400 000 fr., en propriété commune avec les sociétés anonymes «S.I. La Séchaude A S.A.», «S.I. La Séchaude B S.A.», «S.I. La Séchaude C S.A.» et «S.I. La Séchaude D S.A.». Le capital social est de 50 000 fr., divisé en 50 actions de 1000 fr. chacune, au porteur, entièrement libérées. Les publications sont faites dans la Feuille officielle suisse du commerce. La société est administrée par un conseil d'administration composé de 1 à 5 membres. Les administrateurs sont: René Studer, de Genève et Zäziwil (Berne), à Genève, président; Pierre G.M. Chavannes, de Vevey, à Lausanne, secrétaire; Antoine Ricard, d'origine française, à Genève, membre. La société est engagée par la signature collective de deux administrateurs. Bureau de la société: à Savigny, domicile du notaire F.H. Cornut.

Bureau de Lausanne

Rectification.

E. de Kaenel, à Lausanne, représentations (FOSC. du 2 août 1961, page 2258). Le siège de la maison est au Mont s. Lausanne.

1^{er} août 1961.

Banque Galland & Cie S.A., à Lausanne, société anonyme (FOSC. du 24 novembre 1960, page 3354). Les pouvoirs du directeur Marcel Berset sont éteints.

1^{er} août 1961. Tabac.

Mlle A. Dey, à Lausanne, tabacs (FOSC. du 20 mars 1955, page 660). La raison est radiée par suite de remise de commerce.

1^{er} août 1961. Isolations.

Kaspar Winkler & Co, Inhaber Dr. Schenker-Winkler, succursale à Lausanne (FOSC. du 1^{er} mars 1961, page 609), avec siège principal à Zurich, isolations. La procuration conférée à Robert Issler est éteinte.

1^{er} août 1961. Participations.

Farila S.A., à Lausanne, participations (FOSC. du 30 décembre 1960, page 3767). Les signatures des administrateurs Pierre H. Cailler et Jacques Thierry, démissionnaires, sont radiées. Gustave Adolphe Schaefer (inscrit) reste seul administrateur avec signature individuelle; ses pouvoirs sont modifiés.

1^{er} août 1961.

Investareo Compagnie d'arbitrage et d'investissement S.A. à Lausanne, gérance de fonds de placements (FOSC. du 24 juillet 1959, page 2102). La procuration conférée à Jean Alain Koch est éteinte.

1^{er} août 1961. Opérations financières.

Sofindus S.A., à Lausanne, opérations financières, etc., société anonyme (FOSC. du 10 mai 1960, page 1422). Par décision du président du Tribunal du district de Lausanne du 4 juillet 1961, confirmée par la Cour des poursuites et faillites du Tribunal cantonal du canton de Vaud le 28 juillet 1961, la société est dissoute en suite de faillite.

2 août 1961.

Etude de Constructions pour l'Industrie (E.C.I.) S.A., à Lausanne. Suivant acte authentique et statuts du 24 juillet 1961, il a été constitué, sous cette raison sociale, une société anonyme ayant pour but l'étude financière et technique de tout genre de constructions ayant trait au domaine du génie civil, des travaux publics, des travaux hydrauliques, de l'industrie et du bâtiment. Elle peut acquérir et vendre des immeubles. Le capital est de 50 000 fr., divisé en 50 actions, au porteur, de 1000 fr. et libéré jusqu'à concurrence de 20 000 fr. Les publications sont faites dans la Feuille officielle suisse du commerce. Le conseil se compose de 1 à 5 membres. Sont administrateurs avec signature collective à deux: Christian Androulidakis, de Grèce, à Lausanne, président; André Dousse, d'Arconciel, à Lausanne, vice-président, et Joseph Burkard, de Gampel, à Brigue, secrétaire. Bureau: Primerose 38 (dans ses locaux).

2 août 1961. Immeubles.

S.I. La Marquette, à Pully, société anonyme immobilière (FOSC. du 1^{er} février 1960, page 337). Les signatures des administrateurs Francis Masson, Michel Gremaud et Werner Haari, démissionnaires, sont radiées. Clotilde Miche-Jaccottet, de Malleray, à Lausanne, est seule administratrice avec signature individuelle. Siège légal à Pully: chemin du Liaudoz 46 (dans les locaux de la conciergerie); bureau à Lausanne: rue du Lion d'Or 4 (étude des notaires Blanc et Leyvraz).

2 août 1961. Immeubles.

S.I. La Reine des Bois D., à Lausanne, société anonyme immobilière (FOSC. du 18 juin 1959, page 1731). Le capital est entièrement libéré.

2 août 1961. Investissements financiers.

Overseas Management International, Inc., à Panama, succursale de Lausanne, à Lausanne, investissements financiers, etc., société anonyme (FOSC. du 27 mai 1960, page 1589). Bureau transféré: rue de Bourg 16 (dans les locaux de la société).

Bureau de Morges

31 juillet 1961. Imprimerie.

A. Rinsoz, à Ecublens, exploitation d'une imprimerie (FOSC. du 20 juin 1961, N° 141, page 1775). Cette raison est radiée par suite d'association du titulaire.

31 juillet 1961.

Imprimerie J. Camana et A. Rinsoz, à Ecublens. Jean Camana, de nationalité italienne, à Lausanne, et Aymon Rinsoz, de Chardonne, à Ecublens, époux séparé de biens de Liliane née Iosi, ont constitué, sous cette raison sociale, une société en nom collectif qui a commencé le 31 juillet 1961. Exploitation d'une imprimerie. Les associés signent collectivement. Route de Crochy.

Bureau de Nyon

31 juillet 1961.

Société Immobilière Sirenotta S.A., à Nyon. Suivant acte authentique et statuts du 27 juillet 1961, il a été constitué, sous cette raison sociale, une société anonyme ayant pour but toutes opérations immobilières, mobilières et financières, mais non bancaires, notamment l'achat, la construction, la vente et la location d'immeubles en Suisse ou à l'étranger. La société achètera un immeuble sis à Nyon, aux Plantaz, propriété de Laurent, et Albert Gatti, parcelle 809, folio 28, d'une surface de 895 m², pour le prix de 95 000 fr. Le capital social, entièrement libéré, est de 50 000 fr., divisé en 50 actions de 1000 fr., au porteur. Les publications sont faites dans la Feuille officielle suisse du commerce. La société est administrée par un conseil d'administration d'un ou de plusieurs membres. Adolphe Hostettler, de Guggisberg (Berne), à Genève, est unique administrateur avec signature individuelle. Domicile: dans le bureau de l'administrateur Adolphe Hostettler, place Bel-Air 8.

Bureau de Vevey

1^{er} août 1961.

Gravière de la Veyre S.A., à Vevey. Suivant acte authentique et statuts du 24 juillet 1961, il a été constitué sous cette raison sociale, une société anonyme ayant pour but l'exploitation de la gravière de la Veyre, à St-Léger sur Vevey, et toutes autres gravières, carrières et sablières, le traitement, l'utilisation et le commerce des matériaux extraits, ainsi que la fabrication et le commerce de bétons, agglomérés et autres produits semblables. Elle peut participer à d'autres entreprises semblables ou similaires. Le capital social est de 120 000 fr., divisé en 120 actions de 1000 fr. chacune, nominatives, entièrement libérées. Les publications de la société sont faites dans la Feuille officielle suisse du commerce. Les convocations sont adressées aux actionnaires par avis personnel. La société est administrée par un conseil d'administration d'un ou de plusieurs membres. Il est composé de Henri Piguet, du Chenit, à Vevey, président; Robert Franci, de Vevey et Provence, à Vevey, vice-président; Arnold Chabod, d'Italie, à Vevey, membre. La société est engagée par la signature collective de deux administrateurs. Locaux: Maison Grisoni et Zaugg, rue des Deux Temples 9.

Wallis - Valais - Vallesse

Bureau de Sion

24 juillet 1961. Constructions mécaniques, etc.

Faboz S.A., à Sierre. Suivant acte authentique et statuts du 1^{er} juillet 1961, il a été constitué, sous cette raison sociale, une société anonyme ayant pour but l'exploitation d'un atelier de construction mécanique et carrosserie, la construction de véhicules à moteur, notamment sous les brevets N° 1212/1303-1960. La société peut assumer des participations à toutes entreprises semblables ou similaires, en Suisse et à l'étranger. Le capital social est de 66 000 fr., divisé en 132 actions nominatives de 500 fr. chacune, entièrement libérées. La société acquiert d'Albert Favre, de Jules, à Sierre, la parcelle N° 1521 du RF de Sierre, pour le prix de 38 000 fr. en paiement desquels il est remis 16 actions de 500 fr. chacune et une créance de 30 000 fr. La société reprend l'actif de 63 225 fr. 40 et le passif de 5225 fr. 40 de la société «Bonvin & Cie», pour le prix de 58 000 fr. en paiement desquels il est remis 116 actions de 500 fr. Les publications de la société se font dans la Feuille officielle suisse du commerce et dans les autres organes que décidera le conseil d'administration. La société est administrée par

un conseil d'administration d'un à trois membres. Ont été nommés membres du conseil d'administration: Jean Zufferey, de Léon, de Chippis, à Sierre, président; Albert Favre, de Jules, de Chippis, à Sierre, secrétaire; Raymond Bonvin, d'Urbain, de Chermignon, à Sierre, membre. Ils signent collectivement à trois. Bureaux: Sierre, route de Chippis.

Neuenburg - Neuchâtel - Neuchâtel

Bureau de La Chaux-de-Fonds

29 juillet 1961. Immeubles.

Léopold Robert 26 S.A., à La Chaux-de-Fonds, société immobilière (FOSC. du 30 juin 1947, N° 149). L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 25 juillet 1961 a désigné un second administrateur en la personne d'Otto Triadan, de Bâle, à Reinach (Bâle-Campagne), lequel engage la société par sa signature individuelle. Charles Nacgeli, jusqu'ici administrateur unique est nommé président; il continue de signer individuellement.

Bureau de Neuchâtel

2 août 1961. Machines, machines-outils, etc.

Techsa, société anonyme, à Saint-Blaise, toutes opérations relatives à la fabrication de machines, machines-outils, machines d'horlogerie, appareils de mesure et accessoires en tous genres (FOSC. du 13 juin 1961, N° 135, page 1695). Cette raison sociale est radiée d'office du registre du commerce de Neuchâtel par suite du transfert du siège de la société à Genève (FOSC. du 26 juillet 1961, N° 172, page 2191).

Genf - Genève - Ginevra

26 juillet 1961. Exécution de tous mandats fiduciaires, etc.

Omnifiduciaire S.A., à Genève. Société anonyme constituée selon actes authentiques et statuts des 22 juin et 19 juillet 1961. But: l'exécution de tous mandats fiduciaires, la constitution et l'administration de toutes sociétés, l'organisation, les assainissements et liquidations d'entreprises, arbitrages, études et expertises fiscales, la surveillance et le contrôle de comptabilités ainsi que tous conseils en matière économique, financière et fiscale. Capital: 60 000 fr., entièrement versé, divisé en 60 actions de 1000 fr., au porteur. Organe de publicité: Feuille officielle suisse du commerce. Administration d'un ou de plusieurs membres: Gilbert Duboule, de Vandoeuvres, à Genève, président; Claude Claudet, de Coinsins (Vaud), à Genève, secrétaire, et Gérard Chapuis, de et à Genève, lesquels signent individuellement. Locaux: 19, rue de la Croix d'Or.

1^{er} août 1961. Tabacs, papeterie, etc.

Mmes Guerne et Bosson, à Genève, commerce de tabacs, papeterie et vente de journaux, société en nom collectif (FOSC. du 5 août 1960, page 2318). L'associée Marguerite-Emma Bosson s'est retirée dès le 1^{er} août 1961 de la société qui est dissoute et dont la raison est radiée. L'associée Berthe-Alice Guerne née Kolly, de Tavannes (Berne), à Genève, épouse autorisée et séparée de biens de René Guerne, reste chargée de l'actif et du passif de la société dont elle continue les affaires sous la raison individuelle: Mme B. Guerne. 6, rue du Contrat-Social.

1^{er} août 1961. Papeteries, etc.

Steinbach & Cie S.A., à Genève, représentation en Suisse de papeteries étrangères, etc. (FOSC. du 21 février 1957, page 498). Un acte de défaut de biens a été délivré le 10 mai 1961 à l'administration cantonale des contributions publiques. De ce fait, la société est dissoute de plein droit. Elle est radiée d'office en vertu de l'art. 66, al. 2, ORC, applicable par analogie.

1^{er} août 1961.

Société Immobilière Route de Saint-Julien 163, à Genève, société anonyme (FOSC. du 22 juin 1960, page 1854). Suivant procès-verbal authentique de son assemblée générale du 25 juillet 1961, la société a transféré son siège à Plan-les-Ouates. Les statuts ont été modifiés en conséquence. Edmond Chapuis n'est plus administrateur; ses pouvoirs sont radiés. Henri Gay (inscrit jusqu'ici comme président) reste unique administrateur et signe dorénavant individuellement. Domicile: 163, route de Saint-Julien (chez Louot et Cie).

1^{er} août 1961.

Editeurs réunis S.A., à Genève (FOSC. du 29 mai 1961, page 1522). Suivant procès-verbal authentique de son assemblée générale du 24 juillet 1961, la société a porté son capital de 75 000 fr. à 100 000 fr. par l'émission de 25 actions de 1000 fr., au porteur. Les statuts ont été modifiés en conséquence. Capital: 100 000 fr., entièrement versé, divisé en 100 actions de 1000 fr., au porteur.

2 août 1961. Tabacs, etc.

A. Vineat, à Genève, commerce de tabacs, articles pour fumcurs, etc. (FOSC. du 8 mai 1958, page 1277). La raison est radiée par suite de remise d'exploitation.

2 août 1961. Charpente-menuiserie, etc.

Mugnier & Sordat, à Meinier. Société en nom collectif qui a commencé le 1^{er} août 1961. Associés: Robert-Marcel Mugnier, de nationalité française, à Genève, et Michel-Louis Sordat, de et à Genève. Exploitation d'un atelier de charpente-menuiserie et charbonnage. Corsinge.

2 août 1961.

Office genevois de cautionnement hypothécaire, à Genève, société coopérative (FOSC. du 11 juin 1956, page 1501). Willy Waigel n'est plus administrateur; ses pouvoirs sont radiés. Charles-Albert Gros, d'Avusy, à Genève, a été nommé membre du conseil d'administration avec signature collective à deux.

2 août 1961.

Banque pour le Commerce Suisse-Israélien (Bank für Schweizer-israelischen Handel) (Swiss-Israel Trade Bank) (Bank Lemishar Swiss-Israeli), à Genève, société anonyme (FOSC. du 25 avril 1961, page 1172). Haim Djemal, de nationalité italienne, à Genève, a été nommé directeur avec signature collective à deux. Guy Amar, Ernst-Alfons Burger, Georges-Ali Clerc et Max Furrer, jusqu'ici fondés de pouvoir, ont été nommés sous-directeurs avec signature collective à deux. La signature collective à deux a été conférée à Manuel Dami, de et à Genève.

2 août 1961.

ABC Cinéma S.A., à Genève (FOSC. du 22 septembre 1942, page 2136). Bureaux: 4, rue de Rivé.

2 août 1961.

Ciné-Spectacles S.A., à Genève (FOSC. du 3 janvier 1949, page 4). Bureaux: 4, rue de Rivé.

2 août 1961.

Société Immobilière du Double Chêne, à Genève, société anonyme (FOSC. du 7 juin 1960, page 1679). Albert Chevallaz n'est plus administrateur; ses

pouvoirs sont radiés. Robert-Martin Bæriswyl, de et à Genève, est unique administrateur avec signature individuelle. Nouveau domicile: 10, rue de Vermont (chez Robert-Martin Bæriswyl).

2 août 1961.

Creda S.A. Etablissement de Crédit, à Genève (FOSC. du 10 juillet 1961, page 1998). Procuration individuelle a été conférée à Ernest Vincent, de et à Genève.

2 août 1961. Immeubles.

Rue des Moulins No 1 S.A., à Genève, société anonyme immobilière (FOSC. du 19 novembre 1948, page 3142). Louis Lacroix n'est plus administrateur ses pouvoirs sont radiés. Philibert Lacroix, de et à Genève, a été nommé membre et secrétaire du conseil d'administration, avec signature collective à deux. Nouveau domicile: 1, rue des Moulins, bureaux de Vacheron & Constantin S.A.

2 août 1961.

Editions Aristide Quillet S.A., à Genève (FOSC. du 15 août 1960, page 2401). Le capital social de 200 000 fr. est actuellement versé à concurrence de 110 000 fr.

2 août 1961.

Société Anonyme de Gravières d'Arare SAGA, à Plan-les-Ouates (FOSC. du 28 décembre 1951, page 3226). Willy Waigel n'est plus administrateur; ses pouvoirs sont radiés. Emile Cochet, administrateur et directeur (inserit), a été nommé président; il continue à signer collectivement à deux. Daniel Gardiol, de et à Genève, a été nommé membre du conseil d'administration avec signature collective à deux.

2 août 1961. Marques de fabrique, procédés de fabrication, etc.

Euehema S.A. (Euehema A.G.) (Euehema Ltd.), à Genève. Société anonyme constituée selon acte authentique et statuts du 21 juillet 1961. But: la création, l'acquisition, l'exploitation et la vente de toutes marques de fabrique, procédés de fabrication, brevets d'invention ou licences, ainsi que la participation à toutes entreprises. Capital: 60 000 fr., entièrement versé, divisé en 60 actions de 1000 fr., au porteur. Organe de publicité: Feuille officielle suisse du commerce. Administration d'un ou de plusieurs membres: Alfred Lucain, de et à Genève, président; Gustav Ackermann, de et à Bâle, vice-président, et Gottfried Wæfler, de Frutigen (Berne), à Genève, secrétaire, lesquels signent individuellement. Domicile: 3, rue du Mont-Blanc (chez la Société Anonyme Fiduciaire Suisse).

Union Vaudoise du Crédit, Lausanne

Bilan au 30 juin 1961

Actif			Passif		
	Fr.	Ct.		Fr.	Ct.
Caisse, compte de virements et compte de chèques postaux	10 359 220	32	Engagements en banque à vue	5 509 036	22
Coupons	180 764	67	Engagements en banque à terme	6 000 000	—
Avoirs en banque à vue	6 386 656	75	Compte de chèques et comptes créanciers à vue	33 084 326	02
Avoirs en banque à terme	2 000 000	—	Créances à terme	6 530 000	—
Effets de change	7 685 959	29	Dépôts en caisse d'épargne	59 523 007	29
Comptes courants débiteurs en blanc	Fr. 13 976 800.—	—	Livrets de dépôts	5 820 864	95
Comptes courants débiteurs garantis	» 24 948 700.—	—	Obligations et bons de caisse	31 593 500	—
Comptes courants débiteurs garantis par créances hypothécaires	» 43 822 387.39	82 747 887	Emprunts auprès de centrales d'émission de lettres de gage	6 500 000	—
Comptes courants débiteurs garantis par d'autres gages	Fr. 5 000.—	39	Dettes hypothécaires sur immeubles appartenant à la banque	475 000	—
Avances et prêts à terme fixe en blanc	» 11 135 250.—	—	Autres postes du passif	7 258 215	76
Avances et prêts à terme fixe garantis par hypothèques	» 20 199 670.60	31 339 920	Capital	12 383 500	—
Avances et prêts à terme fixe garantis par d'autres gages	—	60	Réserves	Fr. 4 813 725.01	—
Avances en compte courant et prêts à des corporations de droit public	—	75	Report à nouveau	» 115 520.32	4 929 245
Placements hypothécaires	549 267	75			33
Titres et participations permanentes	9 839 108	80			
Immeubles à l'usage de la banque	18 366 046	—			
Autres immeubles	2 300 000	—			
Autres postes de l'actif	900 000	—			
	6 951 864	—			
	179 606 695	57		179 606 695	57

Société Bancaire de Genève, Genève

Bilan au 30 juin 1961

Actif			Passif		
	Fr.	Ct.		Fr.	Ct.
Caisse, compte de virements et compte de chèques postaux	5 022 783	23	Engagements en banque à vue	3 436 887	12
Coupons	697 427	09	Comptes de chèques et comptes créanciers à vue	24 618 146	59
Avoirs en banque à vue	8 867 011	99	Créances à terme	4 356 763	99
Avoirs en banque à terme	2 930 419	25	Livrets de dépôt	2 586 979	37
Effets de change	1 565 789	—	Dispositions	18 758	—
Comptes courants débiteurs:			Autres postes du passif	1 398 530	60
en blanc	Fr. 1 818 435.99	—	Capital	2 000 000	—
garanties hypothécaires	» 1 174 103.35	—	Fonds de réserve ordinaire	400 000	—
garanties autres gages	» 14 615 867.98	17 608 407	Fonds de réserve extraordinaire	3 800 000	—
Titres et participations permanentes	5 181 013	85	Profits et pertes (report de 1960)	40 551	97
Mobilier	1	—			
Autres postes de l'actif	783 764	91			
Cautionnements: Fr. 396 453.25	—	—	Cautionnements: Fr. 396 453.25	—	—
	42 656 617	64		42 656 617	64

Banque Intra S.A., Genève

Bilan intermédiaire au 30 juin 1961

Actif			Passif		
	Fr.	Ct.		Fr.	Ct.
Caisse, Banque Nationale, compte de chèques postaux	1 297 175	37	Engagements en banque à vue	1 906 729	39
Avoirs en banque à vue	8 063 159	21	Engagements en banque à terme	386 504	90
Avoirs en banque à terme	67 820	30	Comptes de chèques et comptes créanciers à vue	13 598 061	69
Effets de change	2 240 890	40	Créances à terme	2 211 996	95
Comptes courants débiteurs en blanc	442 445	50	Livrets de dépôts	899 352	05
Comptes courants débiteurs gagés	10 299 518	05	Chèques et dispositions à court terme	20 622	65
Avances et prêts à terme fixe gagés	1 727 000	—	Autres postes du passif	326 544	78
Titres	1 140 723	50	Capital-actions	10 000 000	—
Autres postes de l'actif	336 001	87	Réserves légales	Fr. 25 000.—	—
Capital non versé	4 000 000	—	Réserves spéciales	» 30 000.—	—
	—	—	Report à nouveau	» 209 921.79	264 921
Cautions, garanties, accreditifs: Fr. 10 131 235.58	—	—	Cautions, garanties, accreditifs: Fr. 10 131 235.58	—	—
	29 614 734	20		29 614 734	20

Banque Pariente, Genève

Bilan intermédiaire au 30 juin 1961

Actif			Passif		
	Fr.	Ct.		Fr.	Ct.
Caisse, compte de virements, compte de chèques postaux	1 652 238	32	Engagements en banque à vue	98 056	56
Avoirs en banque à vue	10 412 601	21	Comptes de chèques et comptes créanciers à vue	22 277 638	09
Avoirs en banque à terme	1 046 382	—	Créances à terme	72 722	50
Effets de change	452 623	82	Chèques et dispositions à court terme	58 748	70
Comptes courants débiteurs en blanc	229 268	53	Autres postes du passif	538 129	58
Comptes courants débiteurs gagés	10 360 428	20	Capital	2 000 000	—
Avances et prêts, terme fixe gagés	60 356	84	Réserve légale	50 000	—
Titres	844 653	13	Réserve spéciale	600 000	—
Autres postes de l'actif	171 283	36	Profits et pertes, report	34 539	96
Capital non versé	500 000	—			
	25 729 835	41		25 729 835	41

Mitteilungen - Communications - Comunicazioni

Les dispositions en matière de commerce extérieur des pays de l'Amérique latine

(Deuxième suite et fin)

Pérou

- 1° Depuis 1938, le trafic commercial entre la Suisse et le Pérou a évolué de la manière suivante:

Importations suisses en millions de francs	Année	Exportations suisses en millions de francs
1,7	1938	2,8
31,6	1946	9,1
27,8	1950	16,5
57,4	1956	29,1
53,0	1957	39,9
48,2	1958	37,1
37,4	1959	38,0
53,0	1960	39,5

- 2° a) b) Les importations de marchandises au Pérou sont en principe libres, à l'exception des armes, stupéfiants et machines textiles, qui ne peuvent être importés qu'avec un permis spécial.

L'orientation des importations est assurée par un système de taxes additionnelles, d'impôts de luxe et de droits de douane supplémentaires. Les marchandises (plus de 900 positions du tarif douanier péruvien) soumises à la taxe additionnelle, instituée provisoirement pour 3 années par la loi N° 13199 du 6 avril 1959, sont réparties en trois groupes:

Groupe A

Taxe additionnelle: 25% de la valeur CIF.

Marchandises: Articles de parfumerie, pierres précieuses, ouvrages de joaillerie et de bijouterie.

Groupe B

Taxe additionnelle: 20% de la valeur CIF.

Marchandises: Chocolat, un grand nombre de textiles, appareils électriques de ménage, rasoirs électriques, appareils de chauffage, fers à repasser, montres en métal précieux, montres dorées, argentées ou en plaqué or.

Groupe C

Taxe additionnelle: 10% de la valeur CIF.

Marchandises: Extrait de viande, appareils cinématographiques de prise de vues, appareils photographiques, appareils de projection.

Les marchandises d'environ 40 positions frappées d'un impôt de luxe (institué provisoirement pour 3 années par la loi N° 13199 du 6 avril 1959) sont réparties en deux groupes:

Groupe A

Impôt de luxe: 10% de la valeur CIF.

Marchandises: Appareils cinématographiques de projection, dictaphones.

Groupe B

Impôt de luxe: 20% de la valeur CIF.

Marchandises: Divers textiles, tels que dentelles de soie, mouchoirs et nappes de lin, etc., ouvrages de bijouterie fausse.

Le Pérou a édicté des prescriptions relatives aux prix des produits pharmaceutiques.

- 3° Le Pérou perçoit sur toutes les marchandises importées des droits spécifiques aussi bien que des droits ad valorem. Ces derniers, perçus sous forme de droits de douane supplémentaires, ont été consolidés en 1947 en un seul taux de 15,667% ad valorem pour la plupart des positions. Pour des considérations budgétaires, le Pérou a introduit provisoirement en mai 1958 d'autres droits supplémentaires.

Les produits suivants sont exempts entre autres de droits supplémentaires:

Denrées alimentaires, produits pharmaceutiques, matériel pour la fabrication de produits pour l'imprimerie, automobiles, diverses machines et équipements industriels.

Un impôt de 50% du droit d'entrée (droit spécifique seulement) est prélevé par exemple sur les produits suivants:

Lait en poudre, divers produits chimiques, produits tannants et colorants; matières auxiliaires textiles; fils de soie et de soie artificielle; textiles techniques; métaux communs et ouvrages en ces métaux; tables pour opérations chirurgicales; générateurs, turbines, moteurs autres qu'électriques; machines agricoles; pompes, machines d'imprimerie, machines-outils, diverses machines; générateurs, moteurs, convertisseurs, transformateurs électriques; appareils téléphoniques et télégraphiques, appareils à rayons X, appareils électriques; tracteurs; instruments d'astronomie, de cosmographie, de géodésie et de topographie; instruments de mesure et de contrôle; instruments et appareils de chirurgie, de médecine et d'odontologie; pièces de rechange et mouvements pour l'horlogerie; pellicules, plaques et papiers pour la photographie.

Un impôt de 200% du droit d'entrée est prélevé sur toutes les autres marchandises.

- 4° a) b) Le Pérou ne soumet pas le trafic des paiements à un contrôle.

- 5° a) Un accord commercial (clause de la nation la plus favorisée) a été signé entre la Suisse et le Pérou, le 20 juillet 1953.

- b) Le Pérou n'a pas conclu d'accords bilatéraux de paiement avec des pays tiers.

- 6° a) Le Pérou est membre du FMI et du GATT.

- b) Le Pérou a signé et ratifié le traité de Montevideo, du 18 février 1960, concernant la création d'une zone de libre-échange de l'Amérique latine.

184. 9. 8. 61.

République Dominicaine

- 1° Depuis 1938, le trafic commercial entre la Suisse et la République Dominicaine a évolué de la manière suivante:

Importations suisses en millions de francs	Année	Exportations suisses en millions de francs
0,364	1938	0,090
1,7	1946	0,415
2,9	1950	1,1
2,9	1956	2,5
3,1	1957	3,1
5,2	1958	5,2
4,4	1959	2,8
8,4	1960	2,8

- 2° a) b) Avant qu'une commande soit passée, toute importation doit être enregistrée auprès de la «commission de coordination des importations et des exportations». Cette notification correspond en pratique à une demande d'autorisation d'importer. Sans l'autorisation de la commission, les marchandises à importer ne sont pas admises au dédouanement. La «commission de coordination des importations et des exportations» refuse en général d'accorder l'autorisation d'importer des marchandises qui concurrencent des produits fabriqués dans le pays.

- 3° L'incidence douanière moyenne varie entre 50 et 85% de la valeur des marchandises importées. Pour divers produits, tels que les tissus de soie artificielle, elle monte jusqu'à 300% ad valorem. En octobre 1960, une taxe interne de consommation a été instituée. Elle frappe presque exclusivement des marchandises importées, telles que montres, textiles, chaussures, etc. L'incidence varie entre 5 et 25% ad valorem.

- 4° a) b) Les paiements en devises à l'étranger ne peuvent être effectués qu'en vertu d'une autorisation de la Banque centrale.

- 5° a) Un accord de commerce a été signé entre la Suisse et la République Dominicaine, le 4 mai 1959. Il contient notamment une clause de la nation la plus favorisée en matière de droits de douane, ainsi que des concessions douanières concrètes. Les concessions dominicaines sont entrées provisoirement en vigueur le 30 novembre 1960. Elles consistent à réduire de 40 à 25% les taux douaniers pour les montres ordinaires, de 30 à 25% pour les montres en or ou en plaqué or et de 50 à 35 centavos pour les fromages en boîtes.

- b) La République Dominicaine n'a pas conclu d'accords de paiement avec des Etats tiers.

- 6° a) La République Dominicaine est membre du FMI et du GATT.

- b) La République Dominicaine se tient à l'écart des efforts d'intégration de l'Amérique et de l'Amérique centrale.

184. 9. 8. 61.

El Salvador

- 1° Depuis 1938, le trafic commercial entre la Suisse et El Salvador a évolué de la manière suivante:

Importations suisses en millions de francs	Année	Exportations suisses en millions de francs
0,698	1938	0,375
2,1	1946	0,856
5,3	1950	2,6
5,6	1956	4,2
10,0	1957	4,5
7,5	1958	5,4
5,7	1959	5,0
6,1	1960	8,1

- 2° a) b) Les importations de marchandises à El Salvador sont, en principe, libres, mais toutes les commandes doivent être soumises pour autorisation à l'office des devises qui attribue ces dernières. Les armes, stupéfiants, etc. ne peuvent être importés qu'avec une autorisation spéciale.

L'importateur salvadoréen de produits pharmaceutiques et chimiques doit obtenir un permis spécial de la «Junta de Vigilancia del Consejo Superior de Salud».

- 3° Le tarif douanier de El Salvador comprend des droits spécifiques aussi bien que des droits ad valorem, les deux étant combinés pour la plupart des positions.

El Salvador ne prélève pas de taxes supplémentaires lors du dédouanement.

En vue de réaliser l'intégration économique, El Salvador, le Guatemala, le Nicaragua et le Honduras ont signé, le 13 décembre 1960, un protocole relatif à l'uniformisation des droits à l'importation. Ce protocole contient des taux uniformes pour 500 positions environ; pour 50 autres positions, il a été établi un plan d'adaptation des taux à un niveau déterminé. (La nomenclature commune centre-américaine comprend plus de 5000 positions et sous-positions. En ce qui concerne El Salvador, le Guatemala et le Nicaragua, ledit protocole est entré en vigueur le 3 juin 1961.)

- 4° a) b) Les paiements en devises à l'étranger ne peuvent être effectués que sur la base d'une autorisation de l'office des devises de la Banque centrale (Banco Central de Reserva). Le régime des devises a été institué par le décret N° 117, le 21 avril 1961. Le transfert d'intérêts, de dividendes, etc. est en principe limité à 10% du capital étranger investi par année. L'office des devises décide dans chaque cas d'espèce du niveau des quotes d'amortissement admises au transfert.

- 5° a) Le 11 février 1954, un accord commercial (clause de la nation la plus favorisée) a été signé par la Suisse et El Salvador.
 b) Le 12 décembre 1952, El Salvador a conclu un accord de paiement avec l'Espagne. Il n'existe pas d'accords de paiement avec d'autres Etats tiers.
- 6° a) El Salvador est membre du FMI.
 b) El Salvador a ratifié le traité de libre-échange et d'intégration économique de l'Amérique centrale, du 10 juin 1958, et la convention sur l'harmonisation des droits à l'importation (union douanière), du 1^{er} juin 1959. En outre, El Salvador a signé des accords relatifs à l'intégration économique avec le Guatemala, le Nicaragua et le Honduras. (Voir question 3.) 184. 9. 8. 61.

Uruguay

- 1° Depuis 1938, le trafic commercial entre la Suisse et l'Uruguay a évolué de la manière suivante:

Importations suisses en millions de francs	Année	Exportations suisses en millions de francs
4,2	1938	2,4
30,8	1946	18,7
27,1	1950	20,5
24,9	1956	34,0
19,7	1957	20,8
16,4	1958	25,3
18,0	1959	22,9
13,4	1960	15,0

- 2° a) b) Abstraction faite de quelques exceptions, les importations ne sont, en principe, soumises à aucune restriction. Afin de diriger les importations et notamment en vue de protéger l'industrie du pays, on applique le système des surcharges (recargo) et des dépôts. Les surcharges se montent à 40 et 75% de la valeur CIF ou de la valeur moyenne fixée pour les marchandises qui font concurrence à la production indigène et à 150% pour les marchandises non indispensables ou les articles de luxe. Un dépôt de 100% de la valeur CIF ou de la valeur moyenne fixée doit être effectué en outre pour les produits soumis à une surcharge de 150%. Une série de marchandises de première nécessité et indispensables au développement de l'économie, telles que matières premières et produits mi-fabriqués, certaines machines et appareils, ainsi que des installations industrielles, quelques drogues et produits chimico-pharmaceutiques, etc., sont exemptes de la surcharge et, partant, de l'obligation du dépôt.

- 3° Les droits d'entrée sont calculés en général sur la base d'une valeur officielle fixée, dite «Aforo». Dans quelques rares cas, ils sont perçus sur la valeur réelle de la marchandise. Ils sont majorés de différentes charges et surtaxes (impôt additionnel, impôt de luxe, taxes, etc.), grevant ainsi lourdement les marchandises importées qui font concurrence à la production uruguayenne.

- 4° a) b) Le trafic des paiements est libre tant dans le secteur des marchandises que dans celui des invisibles. Les transactions du commerce extérieur sont réalisées sur la base d'un cours libre résultant du jeu de l'offre et de la demande.

- 5° a) La Suisse a signé avec l'Uruguay un accord de paiement, le 23 février 1938, un accord commercial (clause de la nation la plus favorisée), le 4 mars 1938.

- b) L'Uruguay a conclu des accords bilatéraux de paiement avec les pays suivants:

Argentine	janvier	1958	
Belgique	juin	1946 / juin	1953
Danemark	septembre	1953	
France	mars	1950	
Israël	janvier	1958	
Italie	juillet	1949 / juin	1960
Pays-Bas	juin	1947 / juillet	1953
Tchécoslovaquie	septembre	1955 / janvier	1957
Yougoslavie	mai	1955	

A côté de ces conventions officielles, il existe encore des accords de compensation privés, avant tout avec la Russie et les pays du bloc oriental.

- 6° a) L'Uruguay est membre du GATT et du FMI.
 b) L'Uruguay a signé et ratifié l'accord de Montevideo, du 18 février 1960, concernant la création d'une zone de libre-échange de l'Amérique latine. 184. 9. 8. 61.

Venezuela

- 1° Depuis 1938, le trafic commercial entre la Suisse et le Venezuela a évolué de la manière suivante:

Importations suisses en millions de francs	Année	Exportations suisses en millions de francs
0,662	1938	4,3
10,8	1946	24,3
7,6	1950	37,8
12,9	1956	68,5
18,9	1957	80,4
11,9	1958	106,3
8,6	1959	103,6
6,2	1960	95,0

- 2° a) b) Les marchandises qui figurent dans la «Lista de Importaciones del Mercado Controlado» ne peuvent être importées qu'avec un permis de l'«Oficina de Control de Cambios», lorsque la valeur de l'envoi excède 2000 dollars US. Les permis d'importation sont en principe valables pour 180 jours. Sur demande, ce délai peut être prolongé de 60 jours. Pour les machines et pièces de rechange fabriquées spécialement, la durée de validité des permis peut être fixée compte tenu du délai de fabrication. La liste susmentionnée comprend entre autres:

Fromage; fils et fibres artificiels et synthétiques; produits chimiques organiques et inorganiques; médicaments; de nombreux appareils et machines.

Certains produits, tels que tissus de laine, farine, légumes, riz, chaussures, etc., sont contingentés. Leur importation est subordonnée à un permis délivré par le «Ministerio de Fomento». Les vins et spiritueux, ainsi que les denrées alimentaires (y compris les conserves de lait), ne sont admis à l'importation que s'ils ont été enregistrés auprès du «Ministerio de Sanidad y Asistencia Social».

L'importation d'armes, de stupéfiants, de perles fines, etc., est interdite resp. ces articles ne peuvent être importés que par le gouvernement.

- 3° Le tarif douanier vénézuélien prévoit des droits spécifiques pour la plupart des marchandises et des droits ad valorem pour quelques positions déterminées, les deux étant combinés pour un certain nombre de marchandises. Les produits fabriqués dans le pays sont protégés par des droits de douane relativement élevés.

Abstraction faite d'une taxe consulaire, dont le taux varie selon la valeur de la marchandise, le Venezuela ne prélève pas d'émoluments et de taxes supplémentaires lors du dédouanement.

- 4° a) La Banque centrale cède les devises nécessaires au paiement des marchandises de la «Lista de Importaciones del Mercado Controlado» au cours officiel de 3,35 bolívares par dollar US. Après réception de la marchandise ou des documents d'embarquement, l'importateur doit présenter à l'office des devises, par l'intermédiaire de la banque commerciale indiquée dans le permis d'importation, la demande d'autorisation de devises.

Le paiement de toutes les autres marchandises s'effectue par le marché libre «réglementé» des devises (cours de vente actuellement de 4,58 bolívares par dollar US).

- b) Dans le secteur des invisibles, une série de paiements, notamment ceux afférents aux investissements de capitaux enregistrés, peuvent s'effectuer par le marché officiel des devises. Les autres paiements dans ce secteur se déroulent par le marché absolument libre des devises.

- 5° a) Il n'existe pas d'accord commercial entre la Suisse et le Venezuela.
 b) Le Venezuela n'a pas conclu d'accords bilatéraux de paiement avec des Etats tiers.

- 6° a) Le Venezuela est membre du FMI.
 b) Le Venezuela n'a pas signé le traité de Montevideo, du 18 février 1960, concernant la création d'une zone de libre-échange de l'Amérique latine. 184. 9. 8. 61.

N.B. Les textes en langue allemande de ces aperçus du commerce extérieur des pays de l'Amérique latine ont déjà été publiés dans les Nos 179 à 181 de la FOSC. Ceux-ci, de même que les textes en langue française, seront réunis en une brochure vendue au prix de Fr. 1,40, qui paraîtra sous peu. Prière d'adresser les commandes préalables à la Feuille officielle suisse du commerce à Berne, compte de chèques postaux III 520.

Situationsbericht der Schweizerischen Gemüse-Union

(Mitgeteilt) Im Anschluss an die letzte Sitzung des Fachausschusses für Gemüse wurde von der Schweiz. Gemüse-Union ein Situationsbericht erstellt, gemäss dem die heutige Lage auf dem Gemüsemarkt wie folgt beurteilt wird:

Nachdem die Tessiner Tomaten infolge der stets tiefen Nachttemperaturen nur verhältnismässig langsam heranreifen, ist nun die Ernte in vollem Gange, und da auch die ersten Walliser Tomaten neben der übrigen inländischen Produktion zum Versand gelangen, kann der Markt mit einheimischen Tomaten genügend versorgt werden. Ebenfalls reichlich sind nun die Anlieferungen an Treib-, Kasten- und Freiland-Gurken, so dass sich auch für dieses Produkt weitere Einfuhren erübrigen. Ferner ist auch Kopfsalat in grossen Mengen und in guter Qualität erhältlich; es besteht also die Möglichkeit reichhaltiger Salatplatten aus inländischen Produkten.

Die ersten Bohnen-Kulturen haben überall durch Witterungseinflüsse gelitten. Aus diesem Grunde erfolgten die Anlieferungen bis jetzt eher zögernd, doch kann nun mit einer stets zunehmenden Belieferung des Marktes gerechnet werden.

Mit den übrigen Sommergemüsen wie Blumenkohl, Zucchini, Karotten, Zwiebeln und vor allem Kohlarten ist der Gemüsemarkt reichlich versorgt; Ergänzungsimporte sind nur noch für Aubergines und Peperoni notwendig. 184. 9. 8. 61.

Rapport de l'Union suisse du légume

(Communiqué) A la suite de la dernière réunion de la commission de spécialistes pour les légumes, l'Union suisse du légume a rédigé un rapport relatif à la situation actuelle sur le marché des légumes dont il ressort ce qui suit:

La maturation des tomates tessinoises a été retardée pendant un certain temps par suite des températures de nuit toujours basses. Aujourd'hui cependant, la récolte bat son plein. Les premières tomates valaisannes apparaissent également sur le marché, à côté des autres variétés du pays, de sorte que la production indigène suffit à l'approvisionnement. L'offre de concombres de serre, de couche et de pleine terre étant également abondante, il n'est plus nécessaire d'en importer. De grandes quantités de salade pommée de bonne qualité se trouvent en outre sur le marché. Les produits indigènes constituent donc un riche assortissement de salades.

Les cultures de haricots précoces ont partout souffert par les mauvaises conditions atmosphériques. Aussi les livraisons ont-elles été peu importantes jusqu'ici. On peut cependant compter dès maintenant avec un approvisionnement toujours croissant du marché.

Les autres légumes d'été, tels que les choux-fleurs, les courgettes, les carottes, les oignons et notamment les diverses espèces de choux sont abondants sur le marché. Des importations complémentaires ne sont plus nécessaires qu'en ce qui concerne les aubergines et les poivrons. 184. 9. 8. 61.

Prorogation de l'accord commercial conclu entre la Suisse et la République tunisienne

L'accord commercial conclu, le 9 mai 1960, entre la Suisse et la République tunisienne¹⁾ a été reconduit de six mois avec effet rétroactif pour la période allant du 1^{er} mai au 31 octobre 1961.

¹⁾ Voir FOSC. N° 109 du 11 mai 1960 (Négociations commerciales avec la Tunisie). 184. 9. 8. 61.

Irland

Einfuhrzoll für Uhren

Gemäss der von den irischen Behörden kürzlich erlassenen Verfügung «Imposition of Duties (No. 112 Watches) Order, 1961 — (Amendment of the Customs Duty on Watches)» wurde für die Einfuhr von Uhren der Zoll wie folgt neu festgesetzt:

Irlande

Droits d'entrée applicables aux montres

Selon l'Imposition of Duties (No. 112 Watches) Order, 1961 — (Amendment of the Customs Duty on Watches), édictée récemment par les autorités irlandaises, un nouveau taux de droit a été fixé pour les montres comme suit:

Full

Preferential (United Kingdom and Canada)

(A) As on and from 1st September 1961:

33 1/2 % ad valorem

or

£ 1.5.0 the article.

whichever is, in each particular case, the greater.

(B) As on and from 1st March, 1962:

33 1/2 % ad valorem

or

£ 1.0.0 the article

whichever is, in each particular case, the greater.

22 1/4 % ad valorem

or

£ 0.16.8 the article

22 1/4 % ad valorem

or

£ 0.13.4 the article

Date of Operation. — The date of operation is the date on which the importing conveyance of goods affected comes within the limits of the port or place at which it shall in due course be reported, and such goods discharged. 184. 9. 8. 61.

Diplomatische Vertretungen — Représentations diplomatiques

Herr Agostino Soldati, von Neggio, zurzeit Delegierter des Bundesrates bei der OECE in Paris und Chef der schweizerischen Mission bei den europäischen Gemeinschaften, wurde zum Schweizerischen Botschafter in Frankreich ernannt.

Seine Exzellenz Herr Robert McKinney hat dem Bundesrat sein Beglaubigungsschreiben als ausserordentlicher und bevollmächtigter Botschafter der Vereinigten Staaten von Amerika bei der Schweizerischen Eidgenossenschaft überreicht.

Der Bundesrat hat Herrn Emile Sarfati das Exequatur als französischer Konsul in Bern, mit Amtsbefugnis über die Kantone Bern (bis zum rechten Bielersee, dem Zihl- und dem Aare-Ufer), Unterwalden (ob und nid dem Wald), Freiburg und Neuenburg, erteilt. 184. 9. 8. 61.

M. Agostino Soldati, de Neggio, actuellement délégué du Conseil fédéral auprès de l'OECE et chef de la mission suisse auprès des communautés européennes a été nommé en qualité d'ambassadeur de Suisse en France.

Son Excellence M. Robert McKinney a remis au Conseil fédéral les lettres d'accréditation en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire des Etats-Unis près la Confédération suisse.

Le Conseil fédéral a accordé l'exequatur à Monsieur Emile Sarfati en qualité de Consul de carrière de France à Berne, avec juridiction sur les cantons de Berne (jusqu'à la rive droite du Lac de Bienne, de la Thielle et de l'Aar), Unterwald (le Haut et le Bas), Fribourg et Neuchâtel. 184. 9. 8. 61.

Ausland-Postüberweisungsdienst — Service intern. des virements postaux

Umrechnungskurs vom 9. August 1961 — Cours de conversion dès le 9 août 1961

Belgien und Luxemburg: Fr. 8.71 1/2; Dänemark: Fr. 62.85; Deutschland: Fr. 108.70; Frankreich NF: Fr. 88.40; Italien: Fr. —.70; Marokko: DH: Fr. 87.—; Niederlande: Fr. 120.45; Norwegen: Fr. 60.75; Oesterreich: Fr. 16.81; Schweden: Fr. 84.05.

Grossbritannien und Irland (Eire): 1 £ Sterl. = Fr. 12.17. Zahlungen durch Vermittlung der (par intermédiaire de la) Swiss Bank Corporation, London; Postcheckrechnung Nr. V 600, Basel. 184. 9. 8. 61.

EFTA — Dokumentation

Eine Anzahl Exemplare der Ringordner (Format A 5) mit losen Blättern können noch gegen Voreinzahlung geliefert werden. Preis: Fr. 12.— (inkl. Spesen).

Vorauszahlungen erbeten auf Postcheckkonto III 520 Schweizerisches Handelsamtsblatt, Bern, mit Bestellvermerk auf der Rückseite des für uns bestimmten Einzahlungsschein-Abschnittes.

Um Doppelsendungen zu vermeiden, sind separate schriftliche Bestätigungen gefälligst zu unterlassen.

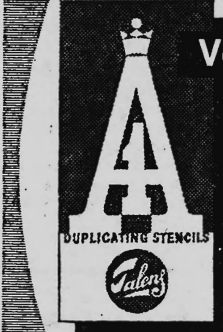
Es werden ausnahmsweise keine Bestellungen gegen Nachnahme oder Fakturierung ausgeführt.

Administration des
Schweizerischen Handelsamtsblattes.

NB. Der Text der EFTA-Verordnung Nr. 2 (mit Anhang) wird in der ersten Nachtragssendung enthalten sein.

Redaktion: Handelsabteilung des Eidg. Volkswirtschaftsdepartementes, Bern.

Rédaction: Division du commerce du Départ. fédéral de l'économie publique, Berne.



DUPLICATING STENCILS

schöne, haarscharfe

Vervielfältigungen

mit den neuen grünen

A1-Dauer-Matrizen

Weniger ermüdend, angenehm für die Augen, sehr widerstandsfähig, mit doppelseitigem Kohlepapier. Die moderne Dauermatrize für das moderne Büro

Beim Fachhandel erhältlich

TALENS & SOHN AG OLTEN

Aktiengesellschaft TRIOSA (Société anonyme TRIOSA)

à Glaris

Messieurs les actionnaires sont convoqués en

assemblée générale ordinaire

pour le lundi 21 août 1961, à 11 heures, dans les bureaux de la Société Fiduciaire Lémano, place St-François 12bis, à Lausanne.

Ordre du jour:

- 1° Opérations statutaires.
- 2° Divers.

Cette assemblée sera suivie à 11 heures 30 d'une

assemblée générale extraordinaire

Ordre du jour:

Dissolution de la société.

Le conseil d'administration.

Loterie de la Suisse romande

191^e tranche

Liste de tirage du 5 août 1961

Nombre de lots	Lots de Fr.	Terminaisons ou billets numéros				
24 000	6	1	9			
1 200	12	34				
1 200	15	76				
360	30	344	609	735		
120	75	630				
12	150	3458				
12	300	8677				
24	500	1604	2028			
60	1 000	031184	031454	041046	044364	045470
		048344	054288	056883	058305	058463
		058808	061784	062724	063054	063279
		066406	066468	072107	073518	075737
		077397	078341	080349	088046	091140
		093247	099438	100112	101720	105364
		105501	105524	106128	108571	108941
		111085	118324	119929	120027	121934
		123209	124514	125797	127216	127625
		128997	129512	138036	139038	139631
		135543	135663	139813	142980	144092
		144102	144439	145708	146249	147162
1 gros lot	100 000	111640				
2 lots de consolation	700	111639	111641			

Valeur totale des lots: 375 000 fr. — Prescription: 8 février 1962

Isérables (Valais), le 5 août 1961.

Jean Vogt, notaire.

Cumul. Le cumul est admis sans restriction.

Paiement des lots. Les lots sont payables par la Banque Cantonale Vaudoise, à Lausanne, la Banque de l'Etat, à Fribourg, la Banque Cantonale du Valais, à Sion, la Banque Cantonale Neuchâteloise, à Neuchâtel, la Société de Banque Suisse, à Genève, et par leurs agences dans les cantons respectifs.

Prescription. Tout billet gagnant non présenté dans un délai de six mois à dater de la publication du résultat du tirage dans la «Feuille des avis officiels du canton de Vaud» est annulé et le montant du lot est acquis à la Loterie.

Prochaines prescriptions.

186^e tranche, tirée le 3 février 1961, prescrite le 7 août 1961
187^e tranche, tirée le 3 mars 1961, prescrite le 7 septembre 1961
188^e tranche, tirée le 7 avril 1961, prescrite le 11 octobre 1961
189^e tranche, tirée le 5 mai 1961, prescrite le 9 novembre 1961
190^e tranche, tirée le 5 juillet 1961, prescrite le 11 janvier 1962

Impôt. En vertu de l'arrêté fédéral du 31 octobre 1944, art. 4, lettre e, l'impôt anticipé est fixé à 27 % sur tous les billets entiers gagnant plus de 50 fr. et tiers de billets plus de 16 fr. 66. La somme totale gagnée par le billet ou le tiers, cumul compris, est imposable.

Remboursement ou imputation. Le bénéficiaire de lots frappés de l'impôt anticipé peut en demander le remboursement ou l'imputation. A cet effet, un bordereau justificatif sera remis d'office par les domiciles de paiement précités.

Le billet: 6 fr.; le tiers de billet: 2 fr.

Seule la liste officielle du tirage fait foi.

hbg

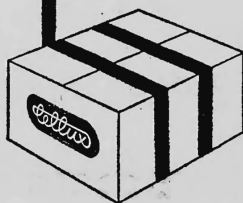
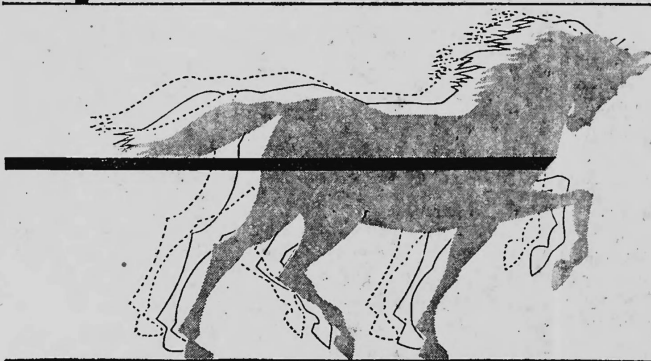
Wir geben laufend
Inhaber-Zertifikate
zum Emissionspreis
von Fr. 1025.—
zuzüglich Marchzins
ab 1. Oktober 1960 aus.
Es kann mit einer
Rendite von 4 1/2 %
gerechnet werden.

Minimaler
Verrechnungssteuerabzug
Alle Liegenschaften
befinden sich
im Kantonsgebiet
von Basel-Stadt

Zeichnungen und Prospekte:
Handwerker Baugenossenschaft Basel und Umgebung
Sevogelstrasse 30, Basel (Perrig AG.), Tel. 41 38 88
Schweizerische Kreditanstalt, Basel
Schweizerische Spar- und Kreditbank, Basel

hbg-Immobilien-Fonds

Rayoncellux



das verstärkte,
neuartige Klebeband für
Verpackungszwecke

Das mit Rayon verstärkte Selbstklebeband —
speziell geschaffen zum Verschließen von
Kartonboxen — erleichtert den Versand Ihrer
Waren; denn es macht Werkzeug überflüssig,
klebt augenblicklich, ist enorm reißfest.

Es bietet Ihnen wirtschaftliche Spedition und
Lagerung von Waren aller Art.

Rayoncellux ist so stark, daß es selbst einen
Pferdezug aushält, und wird in den Farben
weiß (naturel), rot, blau und grün geliefert.
Es kann bis zweifarbig bedruckt werden.

Verlangen Sie Gratismuster oder Vertreter-
besuch.

Ein Produkt der Feldmühle AG Rorschach

Abteilung Cellux

Compagnie du chemin de fer Aigle-Leysin

Messieurs les actionnaires sont convoqués en

assemblée générale extraordinaire

le mardi 22 août 1961, à 16 heures 15, liste de présence à 15 heures 45, au Grand Hôtel de
Leysin, avec l'ordre du jour suivant:

- 1° Augmentation du capital social, soit du capital des actions privilégiées de 1 137 500 fr.
à 2 337 500 fr.; constatations légales.
- 2° Modification des statuts.

Le projet des articles modifiés des statuts est à disposition des actionnaires au bureau
de la compagnie à Aigle, dès le 8 août 1961.

Les cartes d'admission à l'assemblée générale sont délivrées sur présentation des actions
jusqu'au 19 août 1961, à midi: à Lausanne par la Banque Cantonale Vaudoise et par l'Union
de Banques Suisses; à Aigle, par le bureau de la compagnie.

Les cartes d'admission donnent droit au libre parcours sur l'Aigle-Leysin le jour de
l'assemblée.

Etant donné le quorum statutairement et légalement nécessaire, nous prions instamment
Messieurs les actionnaires qui seraient empêchés d'assister personnellement à cette assemblée
de s'y faire représenter au moyen de la procuration habituelle.

Aigle, le 3 août 1961.

Le conseil d'administration.

Messieurs les actionnaires de l'ancienne manufacture d'horlogerie

Patek Philippe & Cie S.A.

sont priés d'assister à

l'assemblée générale annuelle

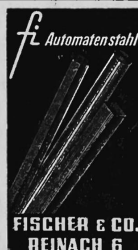
qui aura lieu le 21 août 1961, à 11 heures, au siège de la société, 41, rue du Rhône.

Ordre du jour:

- 1° Rapport du président.
- 2° Rapport du contrôleur des comptes.
- 3° Approbation des comptes de l'exercice au 31 janvier 1961.
- 4° Nomination d'un contrôleur des comptes.

Le bilan, le compte de profits et pertes, le rapport du contrôleur des comptes, ainsi que
le rapport de gestion sont déposés au siège social, à la disposition des actionnaires.

Pour être représentés à cette assemblée, les porteurs d'actions devront déposer ces der-
nières au siège social le 19 août 1961 au plus tard.



FISCHER & CO.
REINACH 6

Verlangen Sie
unentgeltlich
vom SHAB
Zusendung von
Probenummern der
Monatschrift
«Die
Volkswirtschaft»

PATENTE
KIRCHHOFER,
RYFFEL & CO.
ZÜRICH, BAHNHOFSTR. 68

POLYNORM



FABRIKBAUTEN
LAGERHALLEN
GROSSGARAGEN usw.

Freie Überspannung 15, 22 oder 30 m
Kurze Lieferfristen 1a Referenzen

POLYNORM STAHLKONSTRUKTIONEN AG
FROHBURGSTRASSE 324 ZÜRICH II 57
TELEFON 051/46 81 80

BUCHHALTER

gewandter Korrespondent, 37, mit 15jährigem
Vorstrafenaußens, sucht wegen Wegzug der
Firma neuen Wirkungskreis. — Offerten
sind erbeten unter Chiffre R 70390 Q an
«Publitas A.G., Basel.

Skilift Selital AG.

mit Sitz in Bern

Einladung zur ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre

auf Donnerstag, den 31. August 1961, 14.30 Uhr, im Gasthof zum Sternen, Guggsberg.

Traktanden:

1. Protokoll der ordentlichen Generalversammlung vom 25. August 1960.
2. Abnahme des Geschäftsberichts, der Jahresrechnung und des Revisionsberichts
pro 1960/61. Entlastung der Verwaltungsorgane.
3. Beschlussfassung über die Verwendung des Jahresergebnisses.
4. Beschlussfassung über die Erhöhung der Zahl der Verwaltungsräte. Statuten-
änderung.
5. Wahlen in den Verwaltungsrat: Ablauf der Amtsdauer.
6. Wahlen in die Kontrollstelle.
7. Verschiedenes.

Bilanz, Gewinn- und Verlustrechnung per 30. Juni 1961, sowie der Revisionsbericht,
stehen im Bureau der Gesellschaft, Waisenhausplatz 2, Bern, den Aktionären zur Ver-
fügung.

Den Aktionären, welche an der Generalversammlung teilnehmen wünschen, wird die
Eintritts- und Stimmkarte vor Beginn der Generalversammlung im Gasthof zum Sternen,
Guggsberg, gegen Hinterlegung der Aktienkarte abgegeben. Die Aktienkarte können nach
Schluss der Generalversammlung wieder bezogen werden.

Bern, den 5. August 1961.

Der Verwaltungsrat.